8 Année. — N° 137. — 10 Octobre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

A quand une politique internationale de la classe ouvrière ?

Le « désarmement » de l'Allemagne

Il n'y aura pas d'internationalisme prolétarien, tant qu'il n'y aura pas de politique internationale du prolétariat. L'internationalisme prolétarien ne pouvait évidemment débuter que par des affirmations générales de solidarité, des manifestations de fraternité entre les classes ouvrières des différents pays, mais l'époque de cette période sentimentale est révolue. Si la solidarité de la classe ouvrière ne progresse pas, si elle ne passe pas de la période des mots à celle des actes, si elle ne parvient pas à se traduire par une unité d'attitude et d'action à l'égard de chacun des problèmes concrets qui se posent dans le domaine international, l'internationalisme prolétarien en arrivera bientôt à l'ère du verbiage et du radotage.

La classe ouvrière possède deux Internationales : la Fédération Syndicale Internationale et l'Internationale Syndicale Rouge. Mais ni l'une ni l'autre ne sont internationales. La première recule devant toute décision à l'égard des questions qui divisent les différents Etats, laissant le prolétariat de chaque pays se débrouiller seul avec sa bourgeoisie nationale et les bourgeoisies étrangères. L'Internationale d'Amsterdam se tait lorsque les bourgeoisies rivales se chamaillent, lorsque chacune menace d'entraîner, derrière elle, pour une guerre qui ne serait pas la sienne, le prolétariat de son pays ; se contentant, quand il lui faut absolument parler, de ces déclarations générales et platoniques, dans le vide desquelles peut facilement se faire l'unanimité, l'Internationale Syndicale n'indique jamais au prolétariat mondial la conduite unique à tenir à l'égard d'un conflit déterminé ; chaque prolétariat est abandonné sans défense aux suggestions chauvines de sa propre bourgeoisie.

Quant à l'Internationale Syndicale Rouge, elle n'est aussi — pour une autre raison — internationale que de nom, étant simplement l'un des offices de l'Etat russe.

L'absence d'une politique internationale ouvrière, d'une politique unique de tout le prolétariat, librement débattue par les représentants des prolétariats des différents pays, et unanimement appliquée par les ouvriers de tous pays, se fait chaque jour sentir d'une manière plus aigue.

Ainsi, dans la question du désarmement, ou, si l'on préfère, du réarmement de l'Allemagne. Question d'une importance considérable à tous les points de vue, question cent fois plus importante en ce qui concerne l'avenir immédiat de la classe ouvrière, que celle des dettes de guerre dont durant plus de dix ans les bourgeois nous ont rabattu les oreilles.

L'Allemagne va-t-elle, oui ou non, rester obligatoirement sous le régime d'une armée de mercenaires, sous la botte d'une soldatesque professionnelle, comme le lui a imposé le traité de Versailles ? Car qu'on ne s'y méprenne pas, le régime militaire imposé par ce traité est inspiré directement des mêmes préoccupations que celles qui, un an auparavant, faisaient dicter les conditions militaires de l'armistice. Foch, délibérément et volontairement, avait laissé à l'armée allemande défaite ses mitrailleuses afin qu'elle s'en serve contre la « plèbe des faubourgs » ; de même Tardieu et Clémenceau ont, volontairement et délibérément, imposé à l'Allemagne vaincue le régime de l'armée prétorienne afin qu'hobereaux et magnats aient à leur disposition une armée de toute confiance pour mâter le prolétariat. « Assurer l'ordre », c'est-à-dire assurer le profit capitaliste par des saignées régulières de prolétaires, telle a été la préoccupation essentielle des rédacteurs de la partie militaire du Traité comme de ceux de l'armistice.

L'outil ainsi forgé par le traité de Versailles, la Reichswehr, a répondu à ce que ses promoteurs en attendaient. Par deux fois déjà elle a « brillamment assuré l'ordre », elle l'a même assuré contre la « légalité » : une première fois en 1923 quand, sur l'ordre de la social-démocratie, elle a dissous par la force les gouvernements ouvriers, légaux et réguliers, de Saxe et de Thuringe ; la seconde fois, hier, lorsque, sur l'ordre des barons, elle a chassé le gouvernement social-démocrate de Prusse. Et elle est prête à l'assurer encore, avec ou contre la légalité, autant de fois que l'on voudra...

Eh bien ! sur cette question de l'armement de l'Allemagne, c'est-à-dire la question du maintien, du renforcement ou de la suppression de la Reichswehr — question dépendant non seulement de l'Allemagne, mais de tous les pays, puisqu'à peu près tous ont signé le traité qui a institué la Reichswehr — le prolétariat, le prolétariat de tous pays, n'a-t-il pas son mot à dire ? Et, non point le dire d'une manière vague et générale, mais précise. N'a-t-il point à prendre une décision concrète à cet égard, une décision, non seulement dégagée de toute préoccupation d'intérêt dit « national », mais aussi de tout restant d'idéologie bourgeoise. Une décision dictée seu-

lement par son intérêt propre, son intérêt exclusif, celui qui lui commande de s'emparer de toute arme qui lui permettra plus facilement et de résister à la réaction, et de s'emparer du pouvoir.

Si l'Internationale Syndicale prenait à l'égard de l'armement de l'Allemagne, une résolution ferme et concrète, et demandait au prolétariat de chaque pays de la soutenir, le désarroi qui règne actuellement dans la bourgeoisie, l'équilibre qui existe entre les forces des factions bourgeoises rivales sont tels que jeter dans la balance le poids du mouvement ouvrier emporterait inévitablement la décision. Il dépend de la classe ouvrière que cette question — comme bien d'autres — se résolve à son profit.

Vers la conquête du Yunnam ?

Des bruits ayant couru qu'à la suite d'entretiens avec le sénateur américain Reed, Herriot était disposé, pour complaire à l'Amérique, à ne plus soutenir l'action du Japon en Mandchourie, un communiqué est venu rapidement démentir ces bruits, confirmant ainsi, officiellement, pour la première fois, que le gouvernement français soutient bien le Japon dans son occupation de la Mandchourie et sa guerre contre la Chine.

Il y a lieu vraiment de se demander pourquoi cette politique ?

On sait que le cynisme le plus éhonté, la mauvaise foi la plus éclatante sont les caractéristiques habituelles de nos gouvernants ; cependant il y a des limites à tout. Alors que toute leur argumentation dans les affaires européennes consiste à proclamer leur « indéfectible attachement » au pacte de la Société des Nations, leur « fidélité » au pacte Briand-Kellog et le « respect des traités », oser défendre la conquête de la Mandchourie qui est la plus éclatante violation du pacte de la S.D.N., du pacte Briand-Kellog et du traité de Washington signé par la France aussi bien que par le Japon, c'est vraiment pousser le cynisme au-delà des bornes permises.

Mais il y a plus.

La France a actuellement cent raisons pour une de chercher à être bien avec l'Amérique : dettes à se faire remettre, appui à se ménager contre l'Allemagne, etc... Du Japon, au contraire, la France, pour le moment, semble n'avoir rien à attendre. Alors, pourquoi se mettre, dans cette affaire, avec le Japon contre l'Amérique ? Une seule réponse possible : la France a un intérêt direct à l'occupation de la Mandchourie par le Japon.

On sait qu'avant guerre, alors que les « Grandes Puissances » européennes escomptaient pouvoir mettre la main sur la Chine à brève échéance, elles s'étaient partagé celle-ci en « sphères d'influence » dans chacune desquelles chacune des Puissances était libre d' « obtenir » ce que bon lui semblait ; d'autre part, il était entendu que pour chaque pas de plus fait par une Puissance dans sa sphère d'influence, les autres Puissances auraient le droit, à titre de « compensation », d'en faire autant dans leur zone.

Après la guerre, ces accords devinrent caducs de par la volonté de l'Amérique, mais l'occupation de la Mandchourie a remis tout en question. Du moment que le Japon a enlevé un morceau de la Chine du Nord, sa zone d'influence, la France, en vertu des anciens accords, a droit d'enlever un morceau de la Chine du Sud, sa zone, à elle, d'influence. L'occupation de la Mandchourie lui donne « droit » à l'occupation du Yunnam.

C'est manifestement parce que la conquête de la Mandchourie remet en question l'intégrité de la Chine, c'est parce que le coup de force du Japon, soutenu par la France, permet à l'avenir un coup de force semblable de la France, soutenu par le Japon, qu'au risque de se faire une ennemie déclarée de l'Amérique, Herriot, après Tardieu, soutient le Japon contre la Chine et contre l'Amérique.

L'actuelle alliance franco-japonaise est le prélude à une nouvelle guerre coloniale.

R. L.

DOUBLE FACE !

Pour un homme qui a du culot, le citoyen Vandervelde peut se vanter d'en avoir un solide.

Après avoir, en pleine bataille ouvrière, prononcé à la Chambre l'ignoble discours que nous avons reproduit (R.P. du 10 septembre), discours désavouant la violence ouvrière et faisant confiance au gouvernement pour « rétablir la concorde et la paix publique », voici, maintenant que la bataille est passée, que ce Monsieur part en guerre ! Il ose, dans le « Peuple » du 20 août, publier un article de « gauche » : « Il faut compter avec ce fait que de toutes parts, le régime aboutit à rien, à des situations qui ne sont pas seulement difficiles, mais manifestement révolutionnaires...» « C'est l'heure, non pas des compromis, des transactions... mais de la lutte, de l'ardente lutte quotidienne...» « Au-delà des tranchées où les travailleurs se battent aujourd'hui...», etc., etc...

Toute l'ignominie des politiciens est là. Quand les travailleurs se battent, quand la situation est en passe de devenir révolutionnaire, leurs soi-disant représentants leur tirent dans le dos, et sauvent le régime par les compromis les plus honteux ; puis, le danger passé, lorsque la bourgeoisie peut de nouveau respirer en paix, alors, comme il faut garder son influence sur les « masses » — surtout à la veille d'élections — on se met à rebattre le tam-tam des grands mots : pas de compromis, la lutte, les tranchées, etc.

Ignobles jésuites !

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Schleicher? Hitler? ou Révolution?

Il est dans les voyages deux étapes, l'une facile, l'autre ingrate. La première consiste à ouvrir grands ses yeux, à entendre de ses deux oreilles. C'est ce que je viens de faire pendant cinq semaines en Allemagne. La seconde, celle qui commence avec ces lignes, est une rude besogne : de l'amas des images et des faits, des impressions contradictoires, il faut essayer de dégager un peu de lumière. Y parviendrai-je ?

Jamais, en Allemagne, la situation n'a été plus embrouillée, les notions habituelles plus détournées de leur sens ; les frontières entre les partis plus incertaines : les ressorts secrets des événements plus inconnus ; la confusion des esprits plus grande. Les intellectuels qui prétendent détenir leur droit à diriger les masses, de leur lucidité mieux exercée, de leur aptitude à prévoir l'avenir, ces nouveaux magiciens, comme dit Louzon, sont les premiers à « patauger ». Comment s'étonner de ce que les travailleurs de la base en arrivent à ne plus rien comprendre, à tâtonner dans la nuit ?

— Pourquoi, moi travailleur social-démocrate, dois-je considérer comme mon principal ennemi le voisin d'atelier qui est communiste ?

— Pourquoi, moi travailleur communiste, dois-je échanger des coups, souvent mortels, avec le travailleur nazi qui fait queue comme moi au bureau de chômage ?

Oui, pourquoi ? Personne ne sait plus pourquoi.

On sait seulement que l'on souffre, au delà de toute expression. Huit millions de chômeurs. Depuis un, deux, trois ans, l'oisiveté forcée, les attentes bi-hebdomadaires devant un guichet pour toucher un maigre secours, juste de quoi ne pas crever complètement de faim ; aucun espoir d'un lendemain meilleur ; aucun signe d'amélioration ; aucune certitude que ce régime-là ne s'est pas installé pour l'éternité. On en vient à se demander s'il existe vraiment une issue.

Et l'on est las. Les partis politiques ont tant promis. On a lu tant d'affiches, parcouru tant de tracts. Il y a eu tant de campagnes électorales, tant de bulletins dans l'urne ; et c'est toujours la même chose... Pire encore aujourd'hui qu'hier. Le peu de libertés ouvrières est supprimé, les journaux prolétariens interdits ; dans les réunions publiques, un « schupo » insolent coupe la parole aux orateurs qui lui déplaisent. Les salaires se rétrécissent comme une peau de chagrin. Bientôt, dans certaines corporations, ils seront inférieurs au secours de chômage.

Faillite, partout. Faillite de la grande, de l'orgueilleuse social-démocratie qui, de reniement en reniement, de compromission en compromission, en est arrivée à enregistrer, sans la moindre réaction, le magistral coup de pied dans le derrière du 20 juillet... Carence du parti communiste qui, en plus de dix ans, malgré ses mots d'ordre flamboyants et ses tournants tapageurs, n'est pas arrivé à conquérir la majorité de la classe ouvrière, peut-être parce qu'il poursuit — les masses le sentent d'instinct — une autre politique que celle du prolétariat allemand...

Ah ! si les chefs s'entendaient, si le front unique était possible... Mais que cette espérance est mince et lointaine ! Pourquoi n'écouterions-nous pas ces nouveaux sauveurs, qui nous promettent du pain, du travail, la libération de nos chaînes et qui s'affirment eux aussi un parti **ouvrier**, révolutionnaire, anticapitaliste ? Quand on a longtemps désespéré, quand on n'attend plus le salut de soi-même, il suffit d'un homme, qui sache dire les mots nécessaires, pour qu'on s'abandonne à lui, pour qu'on le suive. **Heil, Hitler !**

Tel est le drame.

Les ravages du nazisme dans les rangs du prolétariat allemand, il ne faut pas en chercher ailleurs l'explication. Pour n'avoir pas su entraîner derrière eux les travailleurs, pour n'avoir pas su mettre une trêve à leur lutte fratricide, les deux partis qui se réclament de la classe ouvrière, **sont tous les deux, et au même titre**, responsables de la vague de fond fasciste.

Les magnats pris à leur propre piège

Pourtant l'apparition de ce troisième parti à prétentions « ouvrières » n'a rien résolu. Les prolétaires allemands sont aujourd'hui, non plus coupés en deux, mais en trois. Ils n'y ont rien gagné. Et le doute, le désarroi est en eux si grand qu'on en voit passer avec une étonnante facilité de l'un à l'autre : social-démocrate (j'en connais) devenant nazi, nazi devenant communiste et réciproquement... Il est des nazi et des communistes que rapproche la haine commune de la social-démocratie. Il est des socialistes et des communistes que rapproche l'instinct de classe. Il est des socialistes et des fascistes que rapproche une conception peu différente du syndicalisme, de la nationalisation des banques, du capitalisme d'Etat.

Comment les cerveaux les plus solides ne seraient-ils pas pris d'un vertige ?

Il faut avoir assisté — comme j'en ai eu l'occasion — à un meeting hitlérien de masse pour constater de ses yeux la composition prolétarienne de ce parti, pour entendre de ses oreilles l'incroyable démagogie anticapitaliste de ses chefs.

C'est ainsi qu'à Dresde, un soir, dans l'immense stade sportif éclairé de projecteurs, Gregor Strasser,

le leader « gauche », celui qui a interdit à Hitler la participation au gouvernement « bourgeois » s'écriait :

Le fait essentiel de l'heure est que plus de 90 % de la population allemande considèrent le régime capitaliste comme ayant vécu et réclament autre chose... Une économie nouvelle... Un nouveau système... (Cris de toutes parts: *Oui, c'est cela!*)

Et il ajoutait :

La simple annonce des « ordonnances de détresse » du Cabinet Von Papen a provoqué une forte hausse à la Bourse. C'est l'indice que ces ordonnances sont dirigées contre le peuple. Le jour où seront enfin pris en main les intérêts du peuple, ce jour-là, vous pouvez être sûrs que la Bourse sera en baisse. Car, ce jour-là, ces messieurs de la finance internationale seront touchés au cœur. (*Tonnerre d'applaudissements*).

Les prolétaires nazi prenaient ces paroles à la lettre. Toute la duperie du fascisme est là.

Malgré la confusion apparente, il y a pourtant une logique secrète dans les événements : si la carence des deux partis « marxistes » a permis à Hitler d'exercer de tels ravages dans les rangs de la classe ouvrière, la composition prolétarienne du parti nazi explique aussi le brusque, l'imprévisible accident qui a interrompu sa triomphale ascension vers le pouvoir.

La grande bourgeoisie industrielle avait largement subventionné le bel Adolf afin de s'assurer, au sein même de la classe ouvrière et contre l'élite de celle-ci, une base prolétarienne. Personne ne lutte mieux contre l'ouvrier que l'ouvrier, lorsqu'on l'a excité au préalable contre son frère. Sur le boulevard de Ménilmontant, lorsque surgit un différend entre deux travailleurs, le corps-à-corps est sans merci. En Prusse orientale, en Silésie, ce sont bien des prolétaires qui ont massacré des prolétaires.

Mais le jour où des majorités sans cesse élargies ont amené Hitler aux portes du pouvoir, les généreux mécènes se sont pris à réfléchir ; et le chef de la croisade antimarxiste leur est soudain apparu comme dangereux. Car cet homme avait fait de telles promesses qu'il lui faudrait au moins en tenir quelques-unes. Et ses troupes, ses troupes anticapitalistes et révolutionnaires, lui pousseraient l'épée dans les reins. « Tout ou rien », crierait-on à la base. Pas d' « ersatz », on exigerait le « nouveau système », le « troisième Reich ». Un beau chambardement en perspective !

La résurrection du « Club des Seigneurs »

A ce moment l'ancienne caste dirigeante, évincée du pouvoir, depuis déjà 14 ans, par la social-démocratie — barons, hobereaux, militaires et beaux messieurs du « Herrenklub » — la « vieille Allemagne » vit surgir une occasion inespérée de reprendre de l'activité. Enfin, pour la première fois depuis 14 ans une majorité antimarxiste existait au Reichstag ; ces messieurs estimèrent avoir sur les nazi des droits de priorité : un « von quelque chose », un grand bourgeois ont d'autres titres à gouverner le Reich allemand qu'un ancien ouvrier peintre, ou qu'un ex-apothicaire. A ces parvenus sans éducation, ni expérience, on pourrait donner en pâture quelques portefeuilles secondaires, mais on se réserverait les leviers de commande. Les grands magnats n'auraient plus besoin de gaspiller leurs fonds de réserve en subventions : on ferait gratuitement leurs affaires.

Certes, un triomphe violent des nazi, si on l'avait laissé s'accomplir, c'eût été la destruction systématique des organisations ouvrières. Mais, après tout, avait-on intérêt à cette destruction? Les syndicats réformistes ne font-ils pas déjà partie de l'appareil de l'Etat ? Un gouvernement fort, loin de les détruire, n'aurait-il pas intérêt à s'appuyer sur eux ? Les industriels ne traitent-ils pas plus commodément avec leurs exploités lorsque ceux-ci sont groupés dans les mutuelles ?

Au contraire, une collision violente entre fascisme et « marxisme » ne renfermerait-elle pas de dangereuses inconnues ? Aujourd'hui la classe ouvrière est divisée, minée et découragée par ses luttres fratricides, donc impuissante. Il est bon de conserver Hitler en réserve pour le cas où elle redeviendrait dangereuse. Mais laisser Hitler se ruer aujourd'hui sur elle, ne serait-ce pas précisément le plus sûr moyen de la rendre à nouveau dangereuse, de lui faire sceller enfin son front unique révolutionnaire ? Et, dans cette guerre civile, les prolétaires nazi resteraient-ils tous du même côté de la barricade ? Aventure singulièrement incertaine !

L'heure est décisive pour Hitler.

Céder, accepter les miettes du festin ? Ce personnage sans caractère, politicien dans l'âme, n'aurait pas demandé mieux. Mais Gregor Strasser, mais la base en ébullition de l'énorme parti le lui interdit : **tout ou rien.**

Et la « vieille Allemagne », appuyée sur la grande industrie et la Reichswehr, s'installa seule dans la place.

Hitler conservait ainsi ses troupes en main, mais l'heure de la prise du pouvoir était retardée pour longtemps, peut-être pour toujours...

Sitôt dans la place, l'équipe du « Herrenklub » ne perdit pas son temps. En dehors de l'appui des magnats et du concours éventuel de cent mille mercenaires armés à la moderne, admirablement entraînés par sept ans de service, en dehors du vague prestige dont jouit encore à travers le Reich la personnalité du sénile Hindenburg, le gouvernement Schleicher-Papen n'avait personne avec lui.

Il lui fallait, d'urgence, asseoir sa domination. Et les actes de succéder aux actes.

C'est la concentration à Berlin, à l'occasion de leur congrès annuel, de 150.000 casques d'acier — petits bourgeois chauvins, paysans enrôlés de force par leurs hobereaux. Schleicher-Papen montrèrent ce jour-là qu'ils avaient eux aussi leur clientèle.

C'est la note à la France et le projet de renforcement de la Reichswehr, c'est-à-dire de l'armée prétorienne, projet nettement dirigé contre les nazi qui réclament, eux, une armée nationale allemande avec service obligatoire.

C'est enfin, plus récemment encore, le projet de fusion en un seul organisme d'Etat de toutes les associations de la jeunesse. On espère ainsi arracher aux nazi leurs plus juvéniles et plus ardentes recrues.

Alors on assiste à ce phénomène singulier, que

personne, quelques semaines plus tôt, n'aurait pu prévoir : une sorte de front unique tacite se forme entre les trois grands partis à composition ouvrière. Au Reichstag plus de 500 voix condamnent les messieurs du « Herrenklub ». Mais, malgré les fanfaronades du président nazi Göring, les messieurs restent. Le Reichstag est dissous. Les hitlériens se dégonflent lamentablement : ils n'ont pas osé se frotter à la Reichswehr.

Deux dates : le 20 juillet, Schleicher-Papen, sans se voir opposer la moindre résistance, chassent Severing du gouvernement prussien ; le 12 septembre, Schleicher-Papen chassent avec la même facilité un Reichstag dans lequel les nazi ont 230 élus.

Le général von Schleicher est le maître.

Et comme les événements conservent, en dépit de tout, leur logique, les chefs nazi, d'abord séparés des messieurs du « Herrenklub » par une simple rivalité de caste, se trouvent rejetés dans une opposition si violente que le caractère anticapitaliste et révolutionnaire de leur mouvement s'en trouve accentué !

Le fait le plus significatif de la toute dernière heure n'est-il pas le déclenchement de grèves dans les entreprises où sont appliquées les ordonnances gouvernementales de détresse, c'est-à-dire où les salaires sont brutalement réduits sous prétexte d'embaucher des chômeurs ? A ces luttes, **les ouvriers nazis, hier briseurs de grèves, prennent part, aux côtés de leurs camarades socialistes et communistes.**

Que faut-il penser de cette évolution ?

Le parti nazi marche-t-il à grands pas, comme certains le pensent, vers une crise intérieure, peut-être vers une scission ? Les petits bourgeois enragés et nationalistes continueront-ils à y cohabiter avec les prolétaires de plus en plus violemment anticapitalistes ? Ceux-ci ne reviendront-ils pas rapidement aux partis « marxistes » ?

Ou, au contraire, cette accentuation de la démagogie hitlérienne ne fera-t-elle qu'abuser davantage les masses et rendre pour les « marxistes » la conquête de celles-ci de plus en plus difficile ?

Ici intervient un facteur essentiel : l'Unité. C'est dans la mesure où l'idée de l'Unité fera des progrès dans les rangs de la classe ouvrière que s'accélèrera ou non la décomposition du fascisme.

L'actuelle crise amènera-t-elle l'unité ?

Cette Unité est-elle en marche ?

En apparence, non. Les quelques propositions de front unique qui ont vu le jour au moment de la campagne électorale (fin juillet) semblent n'avoir pas eu de suite. Chacun est resté sur ses positions. Du côté des chefs, au sommet, pas une parole, pas un acte qui autorise le moindre espoir.

Mais à la base ?

Certaines scènes, comme il m'a été donné d'en voir dans les rues de Berlin, ne sont guère plus encourageantes.

A la sortie du bureau de chômage, sur le trottoir, un cercle s'est formé : travailleurs en casquette bleue, jeunes, maigres, les yeux brillants. Que se passe-t-il ? Approchons-nous. Une discussion passionnée met violemment aux prises deux hommes. Ils crient très fort et ne paraissent pas éloignés d'en venir aux mains. Je crois d'abord qu'il s'agit d'une explication entre un nazi et un communiste et je m'apprête à applaudir les arguments vengeurs de ce dernier. Mais non, je m'étais trompé. Ce sont deux frères ennemis. Et devant l'assistance sans cesse grossissante qui les écoute, ils se lancent à la tête toutes les fautes passées de leur partis respectifs. La majorité des spectateurs est visiblement pour le communiste. Mais le socialiste tient le coup, ne se laisse pas démonter, ne renie pas ses chefs. On les sépare à grande peine.



Chômeurs vivant dans un vieux landeau abandonné

Pourtant, lorsqu'on prend les protagonistes des deux camps, un à un, qu'on leur parle sans passion, qu'on fait appel à leur bon sens prolétarien, on s'aperçoit très rapidement de leur trouble, de leur rancœur, de leur besoin instinctif et profond d'Unité.

J'ai rencontré plusieurs jeunes ouvriers socialistes écœurés de ces discordes entre les chefs et je puis affirmer que je n'ai pu trouver durant tout mon voyage un seul communiste qui, après un moment de conversation, s'affirme vraiment d'accord avec la tactique de son parti. Les plus orthodoxes se répètent à eux-mêmes, avec l'angoisse du moine saisi par le doute, que la ligne est juste. Les plus sincères vous expriment très franchement leur mécontentement.

L'abdication du gouvernement socialiste prussien le 20 juillet a eu, au moins, le résultat de déclancher une crise intérieure au sein des deux partis. Dans la social-démocratie, il n'est pas exagéré de dire que le torchon brûle. J'ai assisté, à Berlin, à une réunion de section bien significative à cet égard: tous les orateurs, depuis un député au Landtag jus-

qu'aux jeunes « extrémistes », ont vivement critiqué la pitoyable conduite de leurs chefs ; il faut que certains bonzes sentent le courant bien fort pour ajouter leurs propres lamentations au concert général.

Du côté communiste, même remue-ménage. Le 2. juillet, le parti avait lancé un appel à la grève générale. Mais cet appel n'a été suivi par personne.

Il était évidemment difficile de faire sortir les ouvriers rouges des usines pour protester contre l'expulsion d'un... social-fasciste ; le tournant était un peu brusque. Mais, néanmoins, le parti a eu ce jour-là l'occasion de constater que, malgré ses succès électoraux, son influence sur les travailleurs organisés était nulle. Tout communiste sait aujourd'hui en Allemagne que sans le concours des ouvriers réformistes, la grève générale, et à plus forte raison la révolution sociale, est impossible.

Il faut — depuis le temps qu'on se flatte d'y parvenir, — il faut enfin trouver un chemin qui mène à ces ouvriers réformistes.

De l'excès du mal sort quelquefois le bien. Les échecs et les humiliations répétés que vient de subir la classe ouvrière allemande semblent avoir incité celle-ci à d'amères et utiles réflexions.

Si l'Unité, si même le front unique ne sont pas encore pour demain, si l'abîme entre les chefs, et dont vivent les chefs, est encore immense, souterrainement de petits pas s'accomplissent, trop lents certes, mais qui sont pour nous comme un mince rayon de lumière.

Les grands conflits de salaires qui commencent ou se préparent, — et dont l'enjeu est le minimum vital au-dessous duquel on meurt de faim — semblent devoir réunir, dans les mêmes luttes, travailleurs socialistes et communistes.

Malgré la scission, malgré les privations, malgré la démoralisation consécutive au chômage, malgré la fatigue de tant d'efforts demeurés stériles, l'admirable prolétariat allemand, si éduqué, si mûr pour le socialisme, a encore d'immenses réserves de combativité révolutionnaire, d'esprit de sacrifice. C'est moins que jamais l'heure de désespérer de lui.

Que veut Schleicher ?

Nous voici bientôt au seuil de l'hiver, du plus tragique hiver qu'aura connu jusqu'à présent le peuple de ce malheureux pays.

Chaque allemand, à quelque parti ou à quelque classe sociale qu'il appartienne, se pose aujourd'hui l'angoissante question : que nous apportera l'hiver ?

Le choc décisif, que d'aucuns attendaient pour le printemps dernier, et qui ne s'est pas produit, est-il seulement retardé ? Ou bien les barons du « Herrenklub », et leur chef, le général von Schleicher, parviendront-ils, en se cramponnant au pouvoir, à asseoir leur domination, à l'asseoir de telle façon que les nazi d'une part, que les forces ouvrières de l'autre ne puissent plus l'ébranler ?

Si le gouvernement Schleicher-Papen ne représentait que l'esprit rétrograde de la vieille Allemagne, la « Reaktion », comme disent les nazi, il est douteux que malgré l'appui des magnats et malgré la force armée, il puisse se maintenir contre tout un peuple, impatient de changements radicaux.

Mais il est deux inconnues : la conjoncture économique, les projets personnels du général von Schleicher.

Il ne faut pas oublier que le chancelier von Papen, en se faisant fort de régénérer, par de savantes injections, la vie économique allemande, a joué sur une amélioration de la conjoncture. Si celle-ci se produisait, si les vagues indices de reprise des affaires mondiales que prétendent apercevoir certains bourgeois se confirmaient, si le chômage se résorbait en partie, il est possible que l'équipe Schleicher-Papen, non seulement passe l'hiver, mais, au printemps, traduise sa volonté de durer par une tentative de restauration monarchique. Dans ce cas, ce serait pour la classe ouvrière allemande, si celle-ci se montrait incapable de s'y opposer, la suppression des dernières libertés qui lui restent, le retour à cinquante années en arrière, salaires de misère et dictature de la botte.

Mais si la conjoncture reste mauvaise ou s'aggrave, si le chiffre de dix millions de chômeurs est atteint au cours de l'hiver, si le désespoir soulève une vague de fond parmi les travailleurs allemands, l'heure du choc décisif peut alors sonner. Qui oserait en prévoir dès aujourd'hui l'issue ?

L'autre inconnue est la politique personnelle du général von Schleicher.

Celui-ci semble poursuivre, en son fort intérieur, des plans beaucoup plus ambitieux et plus hardis qu'une politique « vieille Allemagne » ou qu'une simple restauration monarchique.

Le général von Schleicher rêve, ni plus ni moins, d'instaurer en Allemagne, sous sa poigne de fer, un capitalisme d'Etat, en cueillant dans les programmes nazi et socialiste ce qui peut servir ses fins, en empruntant aux deux camps non seulement des idées, mais des hommes. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, malgré la lutte ouverte entre son gouvernement et le parti hitlérien, le général demeure en contact avec certains chefs nazi, comme par hasard les plus « gauchistes » ; et c'est ainsi qu'entre lui et les chefs de la C.G.T. allemande se nouent de bien étranges relations...

La nationalisation des banques et de certaines grandes industries donnerait satisfaction aux uns comme aux autres. La bureaucratie d'Etat absorberait quelques bonnes volontés hitlériennes, impatientes de déployer la mesure de leurs talents ; quant aux bonzes syndicaux et coopératifs, intégrés eux aussi dans l'appareil gouvernemental, ils conserveraient leur poste, ce qui est pour eux l'essentiel.

Schleicher ? Hitler ? ou révolution ?

La parole — je l'écris avec une confiance peut-être irraisonnée mais entière — la parole est à nos camarades allemands.

D. GUÉRIN.

« CONSOMMABLE A LA LIMITE »

Extrait d'un rapport au Ministre de la guerre:

La viande au Camp de Cœtquidan est fournie par un boucher de Nantes, elle est souvent livrée consommable à la limite et souillée superficiellement. La distribution en a lieu tardivement, d'où difficultés de conservation pendant la période chaude.

En d'autres termes, il est rendu compte que les militaires du camp de Cœtquidan sont habituellement alimentés avec de la viande pourrie, mais Paul-Boncour s'en fout !

Parmi nos Lettres

L'armée belge et les précautions de la bourgeoisie Le camarade Mahni, de Bruxelles, nous écrit :

Les faits d'insubordination que vous avez cités dans l'article « Vive l'armée belge ! » sont exacts, mais il ne faut pas oublier que lorsque la bourgeoisie a admis le principe du service militaire généralisé et obligatoire, elle a pris ses précautions pour que son armée ne puisse d'emblée se retourner contre elle.

D'abord, elle a créé un cadre de réserve... réservé aux siens. Les intellectuels, c'est ainsi que chez nous on appelle les fils à papa, sont d'emblée officiers de réserve. Vous parlez d'un cadre d'élite sûr et docile.

Ensuite on a créé un volontariat de fait dans les armes spéciales : autos blindées, chars d'assaut, aviation. Rien que des gradés, choisis, éprouvés. Les plus belles brutes sélectionnées. Darwin n'a pas prévu cela.

Pour plus de certitude on a renforcé la gendarmerie. Elle possède aujourd'hui l'armement le plus perfectionné. Elle constitue un régiment d'élite parfaitement au courant des derniers perfectionnements dans l'art de donner la mort. Elle s'entraîne activement et ses charges dans les rangs des manifestants sont des modèles du genre. Votre Chiappe aurait beaucoup à apprendre dans ses rangs.

A bas l'armée de métier !

La conversion des rentes. Un camarade nous écrit :

Avez-vous vu l'électoralisme à propos de la conversion ?

Les « communistes » orthodoxes défenseurs du rentier... et personne, ni S.F.I.O. ni S.F.I.C. pour proposer un taux plus bas que le 4 1/2 %...

Il est évident que le taux de 4 1/2 % pour la nouvelle rente, alors que l'Angleterre, malgré une monnaie instable, vient d'émettre sans difficultés la sienne à 3 1/2 %, est un véritable cadeau fait aux rentiers.

Le langage et les classes. Au débat qui s'était institué dans nos derniers numéros à propos de la « Grammaire de l'Académie », Jacquet apporte une excellente conclusion :

Roseline Leclerq soulève au sujet de la grammaire une question du plus haut intérêt pour les socialistes que nous sommes.

L'Académie française en publiant sa grammaire a reflété la vie de nos bourgeois de plus en plus réactionnaires.

En effet, la grammaire des « immortels » n'est pas née au hasard. Depuis la fin de la guerre, la presse conservatrice a publié des consultations grammaticales. Chaque semaine Abel Hermant, Jacques Boulanger, André Thérive et même feu Paul Souday nous ont donné des leçons de beau langage. Et toujours il s'est agi de conserver des expressions ou des mots archaïques. Au nom de quoi? Au nom, tout simplement d'une fatuité insondable.

Julien Benda, qui aime à jouer les enfants terribles dans les salons bourgeois, dit très justement que les académiciens sont tout pareils aux gens de qualité du siècle de Louis XIV.

Comment n'a-t-elle (*l'Académie*) pas fait appel à un spécialiste sérieux? C'est qu'elle obéissait à une grande tradition française, formulée par Molière, selon laquelle les personnes de qualité sont convaincues qu'elles savent tout sans avoir rien appris. Ajoutons que, en fait de langage, ces personnes pensent volontiers qu'elles créent la règle et n'ont que faire de tant étudier l'usage auquel, au fond, elles commandent.

Pour nous socialistes, il est très clair que le prolétariat, — bien qu'il ne puisse maintenant se forger sa langue de toutes pièces, — doit, en tant que classe progressive, enrichir et transformer sa langue maternelle. Rémy de Gourmont dont le goût littéraire était excellent a souvent insisté sur la beauté des noms de métier créés par le travailleur : « Je ne suis pas éloigné de songer qu'il serait plus utile de faire apprendre aux enfants les termes de métier que les racines grecques. »

Si nous passons à l'expression, c'est-à-dire à la mise en œuvre du langage, il y a, à coup sûr, un style prolétarien. Il est vif, direct, rapide, éloquent aussi parce que l'écrivain vraiment socialiste a la passion de la justice et que cette passion transparait dans ses écrits.

Je ne connais Marx que par des traductions. Cependant quand je le lis, je lui trouve les mêmes qualités que l'on accorde à Proudhon : la force, la densité et la grandeur du style, l'ironie, le rire. Et je les découvre également chez Lénine, chez Trotsky.

Les grands écrivains bourgeois, un Renan, un Taine, un Sainte-Beuve, un Flaubert appartiennent à un passé qui ne peut nous servir de modèle. Leur « bien écrire » sent l'huile, c'est-à-dire les longs loisirs qui manquent au penseur militant. C'est Proudhon qui est pour nous l'exemple à suivre. Son style, vif et plein, court droit au but et il dit parfaitement tout ce qu'il a à dire. Il y a même chez Proudhon des pages d'une délicatesse psychologique surprenante.

Nous n'avons rien à gagner au contact de la bourgeoisie. Tous nos abonnés instituteurs devraient connaître « Un épisode », la navrante nouvelle de Daniel Halévy, où l'on voit l'ouvrier révolutionnaire Guinou s'entichant de littérature artistique et finissant par se suicider après s'être grisé de vers de Baudelaire.

D'ailleurs n'avons-nous pas l'exemple de Péguy? Tempérament puissant, Péguy a été stérilisé par la culture bourgeoise. Il n'a pas eu l'audience du peuple. Pour faire neuf, il a recouru à une « manière » d'écrire qui, aujourd'hui, le rend illisible.

Il faut nous méfier des « nouveautés » par lesquelles le jeune bourgeois essaye de s'évader d'un monde, le sien, qui distille le spleen. Ces « nouveautés » sont tout simplement des formes anormales contraires au robuste bon sens de la classe ouvrière.

Comme instituteurs, nous devons parler le vigoureux langage des gens du peuple et rejeter avec dégoût l'humanisme bourgeois.

On m'envoie depuis quelque temps une revue ultra-conservatrice, les « Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges ». On y demande que les instituteurs passent par le lycée et y jouissent des bienfaits de la « culture ». Eh bien! Conscients ou inconscients, les « chiens de garde » qui rédigent les Cahiers du cercle Fustel de Coulanges ne donnent pas bonne idée des vertus de la « culture » qu'ils vantent. Leur revue est terne, grisâtre, les articles manquent de sève et d'ouverture d'esprit. Leur pensée est peureuse, ratatinée ; elle se tourne vers l'homme du passé pour n'avoir pas à s'occuper des hommes réels qui peinent, luttent, chôment et meurent dans l'affreuse prison qu'est la société capitaliste. Tous les hommes c'est l'Homme... Pour avoir une vraie culture il faut donc entrer en contact avec les hommes de notre temps qui ont une réelle valeur sociale ; et ces hommes ce sont les producteurs. Les gens à parchemins qui bovarysent, c'est-à-dire qui se mentent à eux-mêmes afin de garder un régime qui en fait des privilégiés, ce n'est, pour employer la belle expression de Trotsky, qu'une poussière d'humanité.

C'est au grand combattant d'octobre que j'emprunterai ma conclusion. Dans la Révolution permanente, *Trotsky voit très bien que notre langue doit se transformer, faire sa Révolution.*

Hélas ! — *écrit-il*, — dans l'aversion que l'on éprouve pour la dialectique matérialiste, aversion si coutumière dans les milieux de « gauche » français, y compris, bien entendu, les rangs socialistes, se décèle uniquement une certaine mentalite officielle, un esprit conservateur qui a de profondes racines dans l'histoire de la bourgeoisie française.

Mais, n'en doutons point, la dialectique du processus historique aura raison des habitudes idéologiques de cette bourgeoisie, comme elle l'emportera sur la bourgeoisie même. Et la langue française si belle, si achevée en ses formes, dont le polissage dut bien quelque chose à un instrument aussi acéré que la guillotine, sera précipitée à nouveau, par l'effet de la dialectique historique, dans un profond creuset, pour une refonte à haute température. Sans rien perdre de sa logique parfaite, elle acquerra une plus grande malléabilité. La révolution dialectique du langage exprimera seulement une révolution dans le domaine des idées, laquelle n'est pas dissociable d'une révolution dans le domaine des choses.

N'ayons pas peur de « couper le câble », qui, à notre insu, nous retient encore parfois au rivage bourgeois.

Le pacifisme au-dessus des classes Un camarade d'Alger nous écrit à propos de la lettre de Lemedioni, récemment parue ici :

J'ai suivi avec intérêt les discussions parues dans la R. P. *au sujet de la lutte contre la guerre. Je suis complètement d'avis que le refus de toutes les guerres sans distinction n'a pas de sens. Il suffit de supposer la révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne; quel est le révolutionnaire qui recommanderait aux ouvriers allemands de ne pas se défendre contre une intervention armée de la France ?*

Lemedioni doit savoir mieux que personne le peu d'efficacité dont sont capables les ligues hétérogènes. Lorsque Marcelle Capy est venue faire une conférence à Alger au nom de la Ligue des combattants de la paix, Pinty a voulu déposer en fin de séance une motion en faveur de Rambaud (l'instituteur objecteur de conscience) et de Legay (assommé par les flics pour avoir crié « guerre à la guerre! »). Bien que cette proposition fut dans la ligne de la Ligue, Lemedioni et Marcelle Capy ont voulu empêcher Pinty de prendre la parole, par crainte d'effaroucher les adhérents timorés. Il a fallu l'intervention de Girodier, qui présidait la réunion, pour que Pinty puisse exposer sa motion. Qu'adviendrait-il s'il fallait prendre des mesures réellement de classe ?

« Education nouvelle ». La lettre parue sous ce titre dans l'un de nos derniers numéros, nous vaut du camarade Giauffret les réflexions suivantes :

Bien que je n'ai été que le spectateur intermittent et point assidu du Congrès de Nice de l'Education Nouvelle, qu'il me soit permis de donner mon sentiment sur ce Congrès.

Très Bourgeois ? Evidemment. Organisation de bourgeois — cadre bourgeois — ton bourgeois. Ajoutons-y : bourgeois imprégné de ce mysticisme anglo-saxon qui chez nous prête à la rigolade... Mais à côté — ou au-dessous — des officiels, des centaines d'assistants de bonne volonté attirés par le titre Education Nouvelle *et quelques dizaines d'éducateurs réfractaires ou révolutionnaires.*

De Monzie parle. Il parle comme un ministre, c'est tout dire ; les bourgeois d'applaudir, les réfractaires de rigoler à mi-voix et de piquer la baudruche et les gens de bonne volonté de se regarder interloqués. C'est ça, un ministre ?

M. Bertier discourt sur l'école privée des Roches; discours prudent; il ne parle point de « prière » mais de « méditation ». Quand il a fini, quelqu'un demande:

— Combien vaut l'internat à l'école des Roches.

Réponse : Treize mille francs par an et *il n'y a pas beaucoup de suppléments!*

— Pourquoi n'admettez-vous pas les israélites dans votre école (M. Bertier avait *oublié* de signaler ce fait).

Réponse: Ce n'est pas moi, c'est mon conseil d'Administration. Il ne serait pas *digne* de ma part d'accepter une discussion sur ses décisions.

— Vous nous avez montré, en projection, une église catholique et un temple protestant. Un enfant n'appartenant à aucune confession serait-il admis à votre école?

Réponse: Non. Notre éducation est à base chrétienne.

Cela suffit... Les Bourgeois peuvent applaudir; en 3 minutes M. Bertier a été dégonflé devant les hommes de bonne volonté qui cherchent une Education Nouvelle *pour les fils d'ouvriers.*

Mme Montessori parle à son tour. L'amour... la loi d'amour... l'amour vaincra, etc... Il suffit de penser à son Mussolini pour avoir un sourire aux lèvres devant les flagorneries officielles adressées à Mme Montessori...

Autre fait: Un groupe de congressistes, éducateurs syndiqués à l'Internationale d'Amsterdam sont réunis en petit comité; ils s'entretiennent d'un livre d'Histoire Internationale, dans le but de désarmer les haines nationales.

J'entends des choses affligeantes sur l'esprit critique, les gouvernements et la Société des Nations. C'est à croire que le rôle d'un manuel d'histoire destiné aux enfants est de leur permettre de trancher, documents en mains, les responsabilités de la guerre de Crimée..., c'est à croire qu'avant d'imprimer trois lignes, les Centrales Syndicales ont besoin de l'autorisation des gouvernements Anglais, Turcs et Japonais!

Evidemment, en face de cela il y a une attitude très simple: prendre son chapeau et s'en aller sur la pointe des pieds...

Il y a une deuxième attitude que j'appellerai de la 3ème période: se tourner contre les camarades qui ont dit ce qu'ils pensaient et les appeler: valets de la bourgeoisie.

Il y en a une troisième. Lapierre (S.N.) la prend ; il assainit l'atmosphère en dénonçant l'égocentrisme national et en se plaçant sur le terrain du matérialisme historique, dans la préhistoire.

A mon tour, je précise qu'une Histoire Internationale ne peut être une addition d'histoires nationales, qu'elle doit s'élever au-dessus des événements historiques particuliers pour saisir l'évolution humaine dans son ensemble, cela dans la période historique aussi bien que dans la préhistoire, peindre, par exemple, la société antique avec ses esclaves — la société féodale avec ses serfs — la société capitaliste avec ses salariés et ses Parlements.... Ainsi doit apparaître aux hommes de tous les pays, leur identité foncière... Pour terminer, je précise que les organisations syndicales ont à accomplir la besogne qu'elles jugent nécessaire sans se préoccuper de savoir si elle conviendra ou non aux gouvernements.

L'atmosphère est totalement retournée.

Je ne veux pas donner à de tels incidents plus de portée pratique qu'ils n'en ont — mais je voudrais pourtant en tirer une conclusion pratique: il faut aller là où les Bourgeois cherchent à tromper nos camarades de bonne volonté — il faut aller parmi ces camarades porter le fruit de nos années de travail.

C'est dire que je ne partage pas le point de vue de notre correspondant sur la présence du groupe Freinet au Congrès de l'Education Nouvelle.

Freinet errerait s'il prétendait gagner à ses conceptions un des innombrables M. Bertier qui sont au groupe de l'Education Nouvelle, mais il est dans son rôle de propagandiste en allant disputer aux M. Bertier les éducateurs à la recherche de formules éducatives neuves. Il y a réussi en partie, m'a-t-on dit, (je n'y assistais pas) en réunissant des Congressistes à son exposition de Saint-Paul et en permettant à un russe d'exposer le point de vue de classe en matière d'éducation.

Quant au fond des conceptions pédagogiques du groupe Freinet, je pense que notre camarade les connait mal en les qualifiant de « plus ou moins russes ». Elles tendent à rendre à l'enfant la spontanéité et la liberté que lui ont enlevées la pédagogie traditionnelle. Je n'en dis pas plus sur ce sujet car la « Révolution Prolétarienne *» a l'intention d'étudier dans ses prochains numéros l'effort de la pédagogie moderne, qu'elle soit d'inspiration bourgeoise ou prolétarienne.*

Après la rentrée

Ce que fut la grève des mineurs belges

La grève des mineurs belges, le premier mouvement de grande envergure qui tenta de résister à la crise elle-même est à présent terminé. Il a causé bien des surprises ; il sera longtemps discuté ; partisans et adversaires tenteront d'en déduire les conclusions qui leur plaisent ; voilà pourquoi il est nécessaire, dès à présent, tant que les faits sont présents à la mémoire de tous, de les enregistrer et de faire profiter de leurs enseignements les prolétaires des autres pays.

POURQUOI LA GRÈVE ?

Cette grève est partie, au début, sur un objectif très limité.

Les salaires de mineurs sont réglés par une convention collective signée entre les organisations patronales et ouvrières et conclue par l'intermédiaire d'une Commission Nationale Mixte des Mines comprenant, en plus des ouvriers et des patrons, des fonctionnaires du gouvernement. D'après cette convention, les salaires doivent varier d'après les fluctuations de l'index des prix de détail des vivres d'une part et celui des prix du charbon d'autre part.

Il est extrêmement difficile de vérifier si les index correspondent à la réalité ; ils comportent en effet des moyennes d'avant-guerre très malaisées à contrôler. En outre, ils ne tiennent pas compte de l'accroissement dans l'intensité de l'effort exigé avec le travail « rationalisé », et ils tendent à maintenir, comme un maximum, le niveau de vie d'avant-guerre.

Mieux que tous les calculateurs savants, les ménagères voyaient qu'avec les salaires actuels il était devenu impossible de boucler leurs budgets, et cela surtout depuis que la baisse des charbons, faisant jouer le second facteur de la convention, avait diminué les payes catastrophiquement.

En outre, les patrons avaient encore accentué le malaise en prétendant opérer « la reprise des glissements ». Ils entendaient par là qu'à l'époque de la prospérité les salaires de certains mineurs ou de certaines catégories avaient « glissé » au-delà de ce que prévoyait la convention, et ils prétendaient reprendre ce que leur « générosité » avait cédé.

Tous ces aspects du problème furent discutés au Congrès extraordinaire convoqué par la Centrale des Mineurs le 29 Mai. Ces assises ne ressemblèrent pas du tout aux congrès unanimes et mornes qui sont de tradition dans le mouvement ouvrier belge ; les délégués du Borinage, subissant la pression des membres de leurs syndicats, parlaient d'organiser la résistance non seulement contre les reprises arbitraires des « glissements », mais aussi contre une nouvelle baisse qui devait s'opérer le 19 juin, d'après l'état des index fixés dans la convention. Par contre les délégués de Liège plaidaient le respect de la convention par raison de loyauté à la parole donnée. Les mineurs de Liège n'ont pas plus que les Borains le fétichisme des contrats signés avec l'ennemi de classe, mais leurs secrétaires permanents, du type d'un Dethier par exemple, ont subi beaucoup plus l'emprise professionnelle de la vie de bureau. Ils ne sont pas, en général, des cumulards aux traitements énormes comme nombre de députés et sénateurs socialistes ; leur niveau de vie ne dépasse pas le confort modeste, mais sûr, du petit bourgeois, et leur audace... est proportionnée à ce niveau ; ils ne savent jamais voir la lutte de classes autrement que comme une échelle gravie lentement, échelon par échelon. Un mot de Dethier, considérant « que c'est une utopie de vouloir vaincre les patrons quand il y a des stocks pour 2 mois », caractérise bien leur conception, ne tenant pas compte de la gravité de la situation générale du capitalisme dans le monde.

Le Congrès, à l'unanimité moins 4 voix, résolut d'accepter la baisse, tout en accompagnant sa décision de toutes sortes de protestations. Ce fut là le premier exemple d'un désaccord entre la décision d'un Congrès et le sentiment des organisations syndicales de base, désaccord qui devait souvent se reproduire au cours de la grève.

Ce désaccord n'étonne pas quand on sait combien la démocratie syndicale est réduite dans les syndicats de mineurs belges. Les assemblées générales comprenant des mineurs de plusieurs puits sont très rares ; les ordres du jour des réunions de puits sont fixés par le Comité qui écarte tout problème qui lui déplaît : dans ces conditions, les opinions autres que celles de la direction ont de grandes difficultés pour se faire jour. La pratique du mandat impératif est également très rare et ce sont toujours les mêmes délégués qui vont dans les Congrès.

Une première période :

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

Au commencement du mois de juin, plusieurs houillères, appartenant aux Charbonnages Belges, se mirent en grève malgré les décisions du Congrès, mais conformément à celles de leurs sections syndicales, pour résister à des « reprises de glissement » non contrôlées par les ouvriers.

Dès le 19 juin, d'autres charbonnages de la même région venaient les appuyer, s'opposant également à l'application de la baisse, dite conventionnelle.

Enfin, certains autres sièges se mirent également en grève, par protestation contre des brimades et des brutalités dont s'étaient rendues coupables leurs directions.

La Centrale du Borinage, ou plus exactement le Comité régional de celle-ci, ne voulut pas reconnaître ces grèves comme régulières ; le Comité menaça de ne pas payer les indemnités de grève ; en même temps il entrait en pourparlers avec les directions et obtenait une rentrée quasi totale dans les derniers jours du mois de juin.

Ce furent les patrons qui, commettant une erreur de tactique, firent renaître la lutte. Ils prétendirent, en certains endroits, congédier les ouvriers les plus combattifs ; le sentiment de solidarité très développé chez les Borains agit, et cette fois plus de 10.000 mineurs partaient en lutte.

Devant l'envergure du mouvement, les membres du Comité régional cessèrent de le combattre, ils l'approuvèrent et prétendirent donner une forme précise aux revendications confuses qui commençaient à s'affirmer dans les sections syndicales, et qui, toutes, gravitaient autour de l'insuffisance des salaires et du grand nombre de chômeurs complets abandonnés à une totale misère.

La Centrale du Borinage entama des pourparlers à la Commission mixte ; elle en rapporta un projet d'accord qu'elle approuvait, qui stabilisait les salaires jusqu'au 1er août seulement et stipulait la reprise de tous les chômeurs complets ; par contre, les pensionnés et les travailleurs étrangers célibataires seraient renvoyés : en outre le charbon livré gratuitement aux mineurs et les allocations de maladie seraient réduites. A une majorité écrasante les assemblées repoussèrent ce projet.

L'EXTENSION DE LA GRÈVE

Entre temps, la grève s'étendait avec une rapidité vertigineuse. De nombreux ouvriers non syndiqués adhéraient au mouvement. Mais l'apport le plus précieux fut celui apporté par les femmes. Loin de retenir leurs maris, comme c'est souvent le cas, elles étaient plus ardentes que les hommes ; leur situation misérable leur faisait comprendre clairement ce que signifiait pour elles et leurs familles une nouvelle diminution de salaires. Ce sont les femmes qui furent les plus actives pour débaucher les mines et les usines restant au travail ; ce sont elles qui surveillaient et harcelaient les quelques rares jaunes s'obstinant à travailler. Ce sont elles qui trouvaient des mots d'ordre parfois naïfs mais toujours très frappants : « A bas la crise ! », « Ce que femme veut Dieu le veut ! », « Autant la mort que la faim des enfants ! ».

En parlant de cette période, la direction du Parti ouvrier belge attribue volontiers l'extension du mouvement aux provocations policières et communistes.

Contentons-nous de noter que pas un seul fait n'a pu être cité montrant que la violence du mouvement ait été organisée par des mouchards et des provocateurs.

Quant aux communistes, leur nombre dans le Borinage, et en Belgique en général, est excessivement réduit. Certes, les membres du Parti ont multiplié leurs efforts ; certes, le député communiste Jacquemotte, accourut dès les premiers jours, cherchant surtout à aiguiller l'agitation vers le recrutement de membres nouveaux pour son parti et pour la campagne électorale en vue des prochaines élections communales, (il est d'ailleurs très vraisemblable qu'au point de vue nombre de voix le parti communiste remportera à ces élections un succès) ; — mais il est ridicule d'attribuer un mouvement de masse aussi spontané et aussi profond à l'activité du minuscule et incapable parti communiste belge.

Ce sont des colonnes entières d'ouvriers sans parti, en majorité syndiqués à la Centrale des mineurs, souvent précédés d'imposantes patrouilles de cyclistes et de motocyclistes qui, partant dans toutes les directions, arrêtèrent le travail dans les mines et dans les usines. Leur apparition seule suffisait souvent à déclancher la grève.

Les premiers jours, les faibles détachements de gendarmes existant étaient désorientés et désemparés ; ils se bornaient à accompagner les cortèges. Mais, au fur et à mesure qu'ils recevaient des renforts et des ordres précis, ils devenaient plus agressifs. Bientôt, eurent lieu les premières échauffourrées, et c'est en élargissant la grève que trois travailleurs du Hainaut trouvèrent la mort. Le nombre des victimes aurait été encore plus élevé si la gendarmerie n'avait pas craint de provoquer la colère des soldats envoyés dans la région, dont l'état d'esprit est bien connu des lecteurs de la « R. P. » par les articles déjà publiés.

En outre, les ouvriers se préparaient activement à la défense. Un peu partout dans le Borinage, les rues des villages miniers étaient dépavées, des réseaux de barbelés tendus. L'incendie du château du directeur de la « Providence » marque le point culminant de cette période de lutte violente.

Chez les Chevaliers du Travail

En atteignant Charleroi, Gilly, Marchienne-au-Pont, Marchienne-Docheries, la grève allait recevoir l'appoint, excessivement précieux, des « Chevaliers du Travail », très influents dans cette région.

Cette organisation dont nombre de militants appartiennent à l'opposition communiste avait toujours eu une attitude réellement unitaire à l'égard des ouvriers syndiqués a la Centrale du parti ouvrier. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les Comités de grèves qu'elle se mit à créer furent reçus avec une grande sympathie ; non seulement elle y fit entrer des délégués de la Centrale du P.O.B., mais elle y fit même participer des représentants des non syndiqués. Certes, cette dernière conception présente maints dangers en raison de l'introduction dans la direction des grèves d'éléments instables et peu connus, mais le besoin d'unité réelle était tellement grand que cela ne fit que rendre l'initiative plus sympathique aux yeux de la masse ouvrière.

Toutefois, ce qui fut particulièrement heureux, c'est que les militants de l'opposition communiste agissant au sein des Chevaliers du Travail, ne tentèrent point d'imposer la direction de leur organisation politique au syndicat.

Ils ne parlèrent point de « politisation » ; ils mirent seulement de l'ordre dans la masse de revendications qui se faisaient jour dans les assemblées de mineurs. Ils furent les premiers à protester contre la stabilisation des salaires qu'ils qualifiaient de « stabilisation de la misère » ; ils y opposaient le mot d'ordre des augmentations de salaires par la restitution des sommes enlevées par les dernières

diminutions ; ils formulèrent la revendication des 6 heures dans les mines ; ils proposèrent d'exiger la réduction des loyers et l'abaissement de l'âge de la pension.

Au pays de Liège

La grève gagna également la région de Liège ; son déclanchement y fut provoqué par l'apparition de patrouilles de gendarmes destinées à garder les abords des puits ; les autorités alarmées par l'apparition de colonnes de grévistes dans la Basse-Sambre avaient cru que celles-ci allaient pousser jusqu'au pays de Liège. Ce qui n'eut pas lieu, mais les mineurs liégeois refusèrent de travailler sous la garde des gendarmes et proclamèrent la grève de solidarité avec les Borains. Ainsi, par une fausse manœuvre, le gouvernement lui-même provoquait l'extension du mouvement dans un bassin où de nombreux meetings communistes n'avaient eu que peu d'échos. L'apparition des gendarmes avait confirmé que quelque chose de grave se passait dans le Hainaut ; de nombreuses délégations payées par le personnel réunissant ses maigres ressources, se rendirent dans le Borinage pour savoir la vérité.

Car personne ne voulait plus croire la presse socialiste qui faisait tout ce qu'elle pouvait pour réduire la portée des faits. Si le « Peuple » de Bruxelles contait au moins le côté anecdotique de la grève, par contre, la « Wallonie » n'avait pas honte de reproduire quotidiennement le communiqué du Ministère de l'Intérieur, annonçant sèchement plus de rentrées au travail qu'il n'y avait de mineurs en Belgique ! Et cela, en plein dans l'un des centres où la bataille se livrait !

En Campine

Avec un certain retard, le bassin de la Campine appuya lui aussi la grève. Les mineurs de ce nouveau bassin houiller se trouvent pourtant dans des conditions particulièrement dures. Le prolétariat local n'a pas de tradition de luttes ; la gendarmerie s'y met ouvertement au service des patrons, allant jusqu'à interroger et brutaliser les propagandistes de la Centrale syndicale dans les bureaux mêmes des directions de mines.

Mais le grand obstacle à la grève fut, dans cette région comme partout, la soumission quasi complète de forts contingents d'ouvriers polonais. Ceux-ci habitent en majorité des cités ouvrières reliées aux puits par des routes privées, de sorte que la surveillance des piquets de grévistes devient quasiment impossible.

Et puis surtout, la faible minorité qui parmi eux se conduisit vaillamment et se montra solidaire de ses frères de travail fut immédiatement frappée d'expulsion de Belgique par une simple décision administrative de la police. Espérons que la défection des mineurs polonais, pris de panique devant l'expulsion, rappellera aux syndicats belges la nécessité d'obtenir pour les étrangers, par la suppression des expulsions administratives, la liberté de coalition et le droit effectif à la grève.

Dans les autres corporations

La grève ne s'étendit pas qu'aux bassins houillers ; d'autres corporations furent également touchées : les métallurgistes et les carriers du Hainaut furent entraînés par les colonnes des mineurs Borains.

Tout un concours de circonstances posait d'ailleurs devant la classe ouvrière belge toute une série de problèmes qui la conduisait à s'intéresser puissamment à la protestation des mineurs.

Un groupe de députés agrariens avait réussi à convaincre le gouvernement de la nécessité de « revaloriser » le blé ; un projet de loi avait été déposé dont le vote devait se traduire en pratique par une augmentation de 10 centimes par kilog de pain.

D'autre part, un arrêté du ministre du Travail, le démocrate chrétien Heyman, allait être appliqué, qui comportait une série de mesures qui devaient entraîner la réduction des indemnités de chômage.

C'est ce qui explique par exemple que les Fédérations politiques et syndicales du parti ouvrier belge de Charleroi proclamèrent la grève générale de solidarité. C'est ce qui explique qu'à cette même époque, Vandervelde paraissant au balcon de la Maison du Peuple pour appeler au calme la foule des mineurs et des métallurgistes se fit copieusement hué.

A Bruxelles, le 14 juillet, une démonstration de chômeurs se rendant à la place du Jeu-de-Balle fut dispersée avec la plus grande brutalité par la police ; une enfant était très grièvement blessé. Le même soir, un meeting convoqué par le Comité interprofessionnel des chômeurs, était interdit par un simple arrêté du bourgmestre Max. Les travailleurs qui se rendaient à la salle louée par le meeting furent traqués par la brigade de chiens inaugurant ce jour-là ses services. Oui, on vit au centre de l'Europe, dans une capitale, des policiers lancer des chiens bouviers spécialement dressés, sur des hommes coupables de vouloir assister à une réunion ! Le lendemain, le « Peuple » relatait simplement le fait par un communiqué d'agence et se bornait à demander si l'arrêté de Max était conforme à la Constitution !

La grève ne parvint cependant que jusqu'aux portes de Bruxelles, où elle entraîna dans un mouvement de salaires, des terrassiers et des bâtimenteux sur les chantiers du canal de Charleroi, ainsi que les métallurgistes de l'A.C.E.C. à Ruysbroek.

Un moment on crut qu'elle allait s'étendre à la Flandre car d'importantes firmes métallurgiques de Gand arrêtèrent le travail, mais dans cette partie du pays, et particulièrement à Anvers, les dirigeants socialistes ne reculèrent devant aucun effort pour maintenir le « calme », et ces efforts furent couronnés de succès.

Par contre, signalons l'attitude de la Centrale du Vêtement qui, dans son congrès, se déclara nettement pour la grève générale, chargeant ses délégués à la Commission syndicale d'y défendre cette mesure.

A noter également que ce même congrès du Vêtement proposa la limitation des traitements de tous les fonctionnaires gouvernementaux à 40.000 fr. par an ; ce qui l'amena à demander que les fonctionnaires syndicaux et politiques du P.O.B. commencent par donner l'exemple en réduisant leurs appointements à cette somme et en renonçant au cumul des emplois, qui atteint des proportions scandaleuses. Cette question des cumuls est devenue en Belgique tellement pressante qu'un parlementaire socialiste,

Colleaux, qui rue parfois dans les brancards, tantôt patriote et tantôt démagogue, déposa un projet de loi contre le cumul des emplois ; ce fut un véritable pavé dans la mare et il fallait voir avec quel embarras le « Peuple » expliqua que le projet Colleaux fut déposé par lui à titre personnel !

L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER BELGE

Quelques mois avant la grève, s'était affirmé, au sein du P.O.B., l'existence d'une gauche socialiste. Celle-ci se distinguait surtout par ses sympathies verbales au gouvernement russe, mais quand vint la grève des mineurs, aucun des militants de cette gauche n'alla plus loin que de faire montre d'un certain radicalisme dans les Comités et les Congrès. Aucun gauchiste en vue ne trouva bon ni par articles, ni par discours, ni par actes de montrer publiquement qu'il était solidaire de la masse ouvrière cherchant sa voie vers le salut.

La véritable gauche socialiste fut formée par les Jeunes Gardes Socialistes. Dès le départ des troupes dans le Borinage ce furent ces jeunes qui éditèrent et propagèrent une affiche disant en toutes lettres : **Soldats, ne tirez pas sur vos frères !** Cette affiche fut lacérée, et ceux qui la collaient arrêtés. Mais cela n'arrêta pas les Jeunes Gardes, et quand le gouvernement tenta d'employer les soldats à charger les stocks de charbon, les Jeunes Gardes répondirent par une nouvelle affiche : **Soldats, ne chargez pas le charbon !**

Ce sont les Jeunes Gardes qui attirèrent l'attention de l'opinion ouvrière sur la rébellion du sergent Van der Eeden brisant deux fusils au moment où on le dirigeait sur le Borinage et se refusant à partir. Ce sont des Jeunes Gardes qui, dans le Hainaut, furent arrêtés, battus dans les casernes de gendarmes, tenus pendant des heures dans les caves, face au mur, les pieds sur des éclats de bois.

LES DÉCISIONS DE LA COMMISSION SYNDICALE

Cependant, toute la classe ouvrière belge avait les yeux tournés vers la Commisison syndicale, attendant de celle-ci le geste décisif pour la fin de la première semaine de juillet. La Commission syndicale commença par prétexter qu'elle n'avait aucune qualité pour décider la grève générale, que seules les Centrales avaient le droit de prendre pareille décision. Maïs pourquoi n'aurait-elle pas pu, vu l'urgence, demander la réunion des Comités centraux de celles-ci ? Elle préféra siéger avec le Conseil général du P.O.B. D'accord avec celui-ci elle invita les ouvriers à ne pas se joindre à la grève et d'attendre ses ordres. En attendant, elle formulait trois revendications :

a) Le retrait du projet d'impôt sur le pain ; b) l'arrêt immédiat et absolu de toute diminution des salaires dont la capacité d'achat est déjà fort réduite, ainsi que des indemnités de chômage déjà insuffisantes ; assistance efficace aux non-assurés ; c) répartition équitable et solidaire entre tous les salariés par la semaine de 40 heures *ou par tout autre moyen* et avec la collaboration des organisations syndicales.

Mais au lieu de tenter de faire triompher ces revendications par une grève générale, la Commission syndicale chargea le groupe parlementaire de « faire triompher sans aucun délai ces revendications ». Les lecteurs de la « R. P. » savent déjà par quel honteux compromis les mandataires socialistes répondirent à la confiance que mettait en eux la Commission syndicale. Actuellement, les faits sont là qui montrent clairement ce qu'il y avait d'odieux dans leur conduite consistant à assurer que le gouvernement cédait devant les revendications ouvrières, quand en réalité il ne faisait que quelques concessions verbales qui, aujourd'hui, sont même toutes retirées (1).

On s'est souvent demandé dans les milieux ouvriers comment les parlementaires et les dirigeants socialistes avaient pu descendre jusqu'à une conduite aussi infâme. Cela s'explique aisément quand on considère leur genre de vie, devenu complètement différent de celui de la classe ouvrière, grâce à leurs hauts traitements, leurs indemnités et les cumuls d'emploi.

Tandis que le gouvernement bourgeois, cédant devant la poussée ouvrière, manœuvrait et essayait de s'en tirer par des promesses à la Commission mixte des mines, de nouveaux efforts étaient faits pour calmer les mineurs. Les patrons reculaient de nouveau. La stabilisation des salaires était acquise jusqu'au 1er novembre. Le réembauchage de tous les chômeurs complets était admis sans aucune mesure restrictive.

Les dirigeants des mineurs et la Commission syndicale prirent alors prétexte de cette décision pour assurer que les objectifs des mineurs étaient atteints, omettant de dire qu'au cours de la lutte quantité d'autres revendications avaient surgies : réduction de la durée de travail à 40 heures par semaine ou à 6 heures par jour, augmentation des salaires, réduction des loyers. Si ces revendications étaient encore confuses dans le détail, si elles n'étaient pas unifiées pour tout le pays, la faute n'en était certes pas aux mineurs qui n'auraient pas mieux demandé que de les établir clairement et unanimement au cours d'un congrès. Mais malheureusement les congrès ne sont envisagés par les dirigeants syndicaux que comme le moyen de manœuvrer pour faire approuver leur conduite grâce à leur habileté oratoire.

Toutefois la pression des mineurs était si forte que la haute stratégie des chefs ne l'emporta pas de suite. Il y eut un congrès le 14 juillet, mais le compte rendu n'en fut pas publié. On put tout juste et très difficilement apprendre que les délégués de la région du Centre s'étaient violemment élevés contre la tactique de la direction et étaient partis en claquant les portes, mais le reste du congrès avait déclaré que les objectifs étaient atteints !

La Commission syndicale retarda encore de quelques jours sa décision afin d'attendre l'issue des pourparlers avec les patrons métallurgistes. Ceux-ci, visiblement conseillés par le gouvernement, qui redoutait avant tout la généralisation de la grève, ajournèrent la baisse de salaires prévue jusqu'en août, moment où la question devait être réexaminée.

Là-dessus, la Commission syndicale affrma que l'heure était venue d'arrêter la grève :

Considérant que les satisfactions obtenues dans l'industrie des mines et celle des métaux ouvrent les voies à des satisfactions analogues pour toutes les autres corporations ;

Prenant acte des déclarations officielles concernant les indemnités de chômage.

(1) Voir à ce sujet la R.P. du 10 septembre.

La deuxième période :

LES MINEURS RÉDUITS A LEURS PROPRES FORCES

Le 18 juillet, la Commission syndicale ordonnait de rentrer au travail, avec « calme, ensemble et discipline ». Le Congrès des mineurs estimait que les objectifs étaient atteints. La presse socialiste poussait à la rentrée. Les métallurgistes rentrèrent ; les mineurs non.

Dès que la décision du Congrès des mineurs avait été connue, les sections syndicales se réunirent un peu partout ; une fois de plus la base réagissait contre le mécanisme de la bureaucratie. De nouveau, les Centrales régionales du Hainaut durent s'incliner devant la volonté de leurs membres et déclarer que la grève continuait, statutaire et régulière. Au pays de Liège, il y eut de l'hésitation ; un district, celui du Plateau de Hervé, crut qu'il fallait s'incliner devant la « discipline », mais les autres districts, ceux de Herstal, de Seraing, de Flémalle continuèrent la lutte.

Un « Comité de solidarité aux grévistes », composé de syndicalistes, porta alors son effort sur le plateau de Hervé, y poursuivant un travail d'information véridique sur le cours de la grève et de propagande pour qu'elle s'étende aux autres corporations. C'était la nuit qu'il lui fallait répandre ses tracts, étant donné l'arbitraire policier qui sévissait dans la région ; les meetings qu'il convoquait devaient se tenir dans des prairies et les camarades qui y prenaient la parole étaient obligés de disparaître dès leur descente de la tribune. Mais l'effet produit par ses tracts fut tel que la « Wallonie », journal social-démocrate, se vit obligé d'y répondre. Un des secrétaires permanents, Dethier, tomba si bas qu'il osa poser la question de l'origine des ressources de ce Comité alors qu'il savait parfaitement qu'elles provenaient exclusivement de souscriptions et de collectes ouvrières ; mais il alerta ainsi la police et, peu de temps après, un des camarades les plus actifs du Comité, Emile Heusy, était arrêté.

PREMIÈRES PROPOSITIONS MINISTÉRIELLES

Les mineurs du Plateau de Hervé avaient fini par rejoindre les autres dans la lutte. Nombre de districts commençaient à réclamer la convocation d'un nouveau Congrès ; des Centrales régionales les appuyaient car la plus grande confusion régnait dans les revendications ; les mineurs du Centre et de Charleroi voulaient le relèvement des salaires les plus bas, et proposaient d'obtenir l'augmentation des salaires en éliminant de la convention le facteur : prix du charbon ; les mineurs du Limbourg et de Liège luttaient par solidarité. Bref, la nécessité d'un Congrès unifiant les revendications s'imposait. Pourtant les dirigeants s'y opposèrent longtemps ; du 18 juillet, jour où ils avaient ordonné la rentrée, jusqu'au 7 août, les mineurs des différentes régions ne purent prendre contract entre eux.

Entre temps, le ministre du Travail avait formulé de nouvelles propositions. L'organisation patronale l'avait en effet averti qu'elle ne s'opposait point à une augmentation des salaires, à condition que par un contingentement plus sévère des charbons allemands les houillères belges puissent accroître leurs propres ventes.

C'est dans ces conditions que se réunit le Congrès du 7 août. Comme le précédent, il fut, lui aussi, strictement secret. Tout ce qu'on en sut, c'est qu'à l'unanimité moins 2 voix il rejetait les propositions ministérielles, tendant à faire examiner le réajustement des salaires les plus bas par les directions de mines, et faisant dépendre une augmentation générale,du succes des pourparlers avec l'Allemagne sur le contingentement. En outre, le Congrès proclamait solennellement la grève générale des mineurs — qui était un fait depuis un mois, et posait les revendications suivantes : relèvement des bas salaires, suppression du facteur prix du charbon dans l'application de la convention. Enfin, le Congrès demandait à la Commission syndicale d'étendre le mouvement aux autres corporations : la Commission répondit négativement, donnant comme raison qu'elle considérait les buts primitivement fixés par elle comme atteints, et invoquant comme excuse la dépression économique.

LE TALON DE FER

La situation des grévistes devint alors de plus en plus difficile, pour deux raisons.

Militarisation des cheminots

Les énormes stocks de charbon qui se trouvaient sur les carreaux des mines parvenaient à s'écouler ; très peu de chômeurs consentaient à s'enrôler pour charger ce charbon sur les wagons, mais les mines y parvenaient néanmoins en mobilisant tous les jaunes, les porions, les employés et les ouvriers étrangers. Les mineurs s'adressèrent alors au syndicat des cheminots, lui demandant ne ne pas transporter le charbon chargé par des jaunes, mais ils se heurtèrent à un refus catégorique : le député Renier, secrétaire du syndicat des cheminots, assurait les mineurs de la solidarité morale de sa corporation, mais invoquait la circulaire ministérielle autorisant la militarisation des cheminots pour excuser son refus de toute solidarité effective.

« Réquisition » des mineurs

Les mineurs avaient eu un autre atout dans leur jeu : des mines non entretenues subissent de graves dommages. Dans certains endroits, les directions minières s'étaient entendues avec les sections syndicales pour obtenir le personnel strictement nécessaire à l'entretien. Mais en général les patrons cherchaient sous prétexte d'entretien, à obtenir un maximum d'hommes pour charger leurs stocks et ils firent réquisitionner de force par l'Etat les ouvriers dont ils avaient besoin.

Jamais encore dans l'histoire de Belgique le gouvernement n'avait appliqué avec autant de rigueur le droit de réquisition que lui confère un vieux texte de loi datant de Napoléon. C'est ainsi qu'on a vu un substitut au tribunal de Mons défendre la thèse que les charbonnages étant « un patrimoine national », le droit de réquisition était « absolu et arbitraire », qu'il s'étendait non seulement aux mineurs, mais aussi aux « ouvriers des autres métiers ».

Les condamnations pleuvèrent dru comme la grêle, aussi bien pour refus d'obéissance aux réquisitions que pour entraves à la liberté du travail. On vit des femmes condamnées jusqu'à 2 ans de prison.

Brutalités, arrestations, condamnations

Le droit de réunion fut réduit à rien. Parfois quelque bourgmestre complaisant (et il y en eut même dans les communes socialistes) supprimait par simple arrêté communal, ce droit institué par la Constitution ! d'autres fois, c'était le gouverneur de la province qui s'en chargeait.

La gendarmerie agit, dans le Hainaut, exactement comme il y a 15 ans, les troupes d'occupation allemandes: sous prétexte de fouille, elle déshabillait les ouvriers en pleine rue ; elle les obligeait à rester dans les casernes debout face au mur sous la menace du revolver ; elle dépassa même les soldats du Kaiser en dispersant sauvagement des foules venues assister à des matchs de balle-pelote.

Des témoins venus au tribunal de Mons témoigner de la brutalité de gendarmes furent condamnés sur le champ par le président, sous prétexte que leur présence sur les lieux constituait déjà une « participation à l'injure ».

Nombre de personnes capables de parler en public ou de rédiger un tract furent, sous le prétexte d'être des « communistes notoires », inculpées de « participation à un complot contre la sûreté de l'Etat ». Tout était bon pour justifier pareille « participation » : distribution de tracts, discussion dans les groupes se formant dans les rues, etc... C'est ainsi que la direction du parti communiste fut largement décapitée, faute d'avoir pris les précautions élémentaires nécessaires, mais cela permet maintenant à ses membres de faire figure de martyrs comme candidats aux élections communales.

Lahaut, secrétaire de la Centrale révolutionnaire des mineurs, trouva bon pourtant de renier ses convictions de communiste, assurant « s'occuper de syndicalisme », mais les autres inculpés eurent une attitude ferme, parfois même violente, telle Nadejda Reznik, prise d'une véritable rage à la vue du juge d'instruction.

A noter que si la presse socialiste eut quelques articles de protestation contre la brutalité des gendarmes, par contre elle parla très peu des ouvriers assassinés et moins encore des atteintes portées aux libertés les plus nécessaires à la classe ouvrière.

Une fois de plus les Jeunes Gardes sauvèrent l'honneur du socialisme en exigeant et obtenant la publication d'ordres du jour et articles attaquant ce qu'eux-mêmes appelaient « l'arbitraire policier ».

LA RENTRÉE

Durant trois semaines les mineurs furent ainsi en butte à la force d'inertie des patrons, à la pression active des forces de répression gouvernementales et à l'isolement qui leur était imposé par les dirigeants du P.O.B.

Ils étaient ainsi à la merci de la première manœuvre, ayant tous, au début de septembre, 2 mois de grève au moins, et certains en ayant deux mois et demi, même trois.

Alors le ministre Heyman rentra en scène, il renouvela ses propositions du mois d'août ; la Commission mixte des mines les précisa et les améliora quelque peu, très peu.

Elles consistèrent en ceci : a) relèvement des bas salaires sur décision de chaque direction de mine, après consultation du Comité local de conciliation ; b) augmentation des salaires de 1 % ; c) nomination d'une Commission mixte d'études chargée d'envisager la révision de la convention.

Les dirigeants des mineurs qui avaient fait tant de difficultés pour convoquer un Congrès quand sa nécessité, en pleine lutte, s'en faisait sentir, bousculèrent ici toute discussion préliminaire. En l'espace de 3 jours, les délégués des mineurs furent réunis, et, cette fois, le Comité National stipulait que la décision ne serait pas soumise à l'approbation des sections.

Le Congrès du 4 septembre accepta les propositions ministérielles ; les délégués de Liège, région partie plus tard dans le mouvement, auraient voulu lutter encore ; ils formèrent la minorité d'environ un tiers qui vota contre la rentrée.

Le Congrès vota un vœu en faveur de l'amnistie pour les condamnés pour faits de grève, mais le gouvernement n'en tint pas compte ; lors de l'interpellation grandiloquente de Delattre sur les brutalités des gendarmes, qui vint en cette fin de mouvement, comme de la moutarde après dîner, les ministres déclarèrent que le roi gràcierait simplement ceux dont le casier judiciaire n'était pas trop chargé.

La reprise se fit quasi totale ; l'épuisement des mineurs était grand ; celui de leurs femmes et de leurs enfants aussi. Il y eut par ci, par là, quelques soubresauts. Sous prétexte de mauvais état des travaux, les directions brimaient les ouvriers les plus combattifs en ajournant leur réembauchage ; mais il n'y eut pas à proprement dire de victimes par licenciement définitif.

La diminution des salaires pour les mineurs est donc enrayée jusqu'en novembre (puisqu'il y a même une légère augmentation) ; certaines corporations comme les métallurgistes et les travailleurs des cuirs et peaux profitent indirectement et provisoirement de cette stabilisation. Les chefs du P.O.B., après avoir tout fait au début pour arrêter cette lutte vantent à présent son succès éclatant.

Le désappointement est grand pourtant dans le prolétariat ; l'envergure du mouvement avait permis d'autres espoirs : la semaine de 40 heures était apparue un moment comme un objectif qui pouvait être atteint et l'aurait été si le prolétariat n'avait pas eu à lutter autant contre ses chefs qui le freinaient que contre son ennemi direct. On entend par ci, par là des mineurs parlant de se retirer de la Centrale, et qui déchirent brutalement leurs cartes.

La lutte pourtant ne fait que commencer ; le 1er novembre, à la gueule de l'hiver, toutes les conventions sur les salaires vont expirer, pour les mineurs et pour bien d'autres métiers. L'occasion d'une lutte d'ensemble ne va-t-elle pas se représenter ? La grève des mineurs a été pour les prolétaires belges une leçon par l'exemple du mépris montré à l'égard des contrats collectifs ; elle a montré aussi que l'esprit révolutionnaire vit au fond, à la base, dans la masse des syndiqués affiliés à la Commission syndicale. Les syndicalistes belges s'attèleront à la besogne pour l'aider à s'affirmer. Le dernier mouvement permet d'espérer qu'un jour les ouvriers belges reprendront dans la lutte internationale la place qui correspond au degré d'industrialisation du pays où ils vivent.

UN PASSANT.

Pour la renaissance du Syndicalisme

La voix du syndicalisme révolutionnaire au congrès confédéré de l'Éclairage

La *Fédération de l'Eclairage et de la Force Motrice* (C.G.T.) a tenu son Congrès fin septembre à Bordeaux. Sur les 111 syndicats qui la composent (20.000 membres), 108 étaient représentés par 106 délégués. Belle représentation et beau Congrès.

La grosse discussion eut lieu à propos du rapport moral. Non point que l'action corporative du bureau fédéral ait donné lieu à de sérieuses critiques, au contraire; mais ce fut l'occasion pour le *Gaz de Banlieue* (Gennevilliers), représenté par notre camarade Delsol, de reprocher à l'action fédérale d'avoir été trop exclusivement corporative (particulièrement par la façon dont est fait le journal fédéral où jamais n'est traité aucun problème social) et de montrer que l'action sociale confédérale, était, elle, carrément néfaste.

Le défi de Jouhaux à la discipline syndicale

Les critiques de Delsol portèrent particulièrement sur deux points.

En premier lieu, sur la présence de Jouhaux dans les organismes gouvernementaux tels que la Société des Nations, le B.I.T., le Conseil National Economique. Une expérience de douze années a montré que la fameuse politique de la « présence » n'avait apporté à la classe ouvrière que des résultats negatifs. Particulièrement en ce qui concerne la S.D.N., le récent conflit sino-japonais à propos de la Mandchourie a montré combien celle-ci était incapable de s'opposer au développement de l'impérialisme.

Mais ce que Delsol surtout releva, ce fut le défi lancé par Jouhaux au dernier Congrès des Services Publics en réponse à ceux qui critiquaient ses délégations gouvernementales, et que voici:

... à moins que la classe ouvrière ne décide de déserter le combat. Dans ce cas, je ne mènerai plus ce combat au nom d'une collectivité, mais au nom d'une individualité.

Autrement dit: si la C.G.T. décide que Jouhaux ne doit plus aller à Genève — ce que Jouhaux appelle déserter le combat ! — Jouhaux continuera à s'y faire déléguer par le gouvernement !

Voilà comment dans les « sommets » de la C.G.T. on comprend la discipline syndicale !

Comme sanction, le *Gaz de Banlieue* proposait la résolution suivante:

Le Congrès donne mandat aux secrétaires fédéraux de s'élever, au prochain Comité Confédéral National, contre la présence de Jouhaux aux assemblées de la Société des Nations, ceci à titre de protestation contre la comédie qui y est jouée et qui s'est démasquée au cours des dernières affaires de Mandchourie.

En outre, le Congrès espère que ce camarade ne donnera pas suite à ses intentions exprimées au Congrès des Services Publics et qui sont un défi à la discipline syndicale la plus élémentaire.

Le plan Delaisi

Le deuxième point qui fit l'objet de l'intervention de Delsol concernait le « plan Delaisi ».

Le Congrès de Japy avait donné mandat à la Commission administrative de préparer, avec l'aide de techniciens, un plan d'organisation de la production et de la consommation. Ce plan fut publié en juin. Il consiste tout juste à combattre la thésaurisation (!) et à préconiser la mobilisation de l'épargne par ce qu'on a appelé le « plan Delaisi ».

Ce plan consiste à faciliter les débouchés des produits agricoles de la partie orientale de l'Europe par l'exécution de grands travaux publics (400.000 kilomètres de route, 10.000 kilomètres de chemins de fer, 3.500 kilomètres de canaux, 5.000 silos à grains, etc...). Pour l'exécuter, il ne reste qu'à trouver 50 milliards dans les pays de l'Europe occidentale !

Delsol ne contesta point que ce plan — s'il était réalisable — développerait les forces productives de l'Orient, mais au bénéfice de qui ? — Au bénéfice des capitalistes, et seulement des capitalistes. Ce serait tout simplement une nouvelle forme du colonialisme. « Nous ne sommes pas du tout opposés, dit Delsol, au développement des pays économiquement arriérés, mais un véritable développement de ces pays, un développement autre que celui de l'exploitation capitaliste, ne peut s'y réaliser que par la voie du développement du socialisme. Le contrôle ouvrier de la production, de l'embauchage, la diminution de la durée du travail, et l'augmentation des salaires, voilà la seule forme d'un véritable développement de ces pays comme de tous autres. »

En conclusion, le *Gaz de Banlieue* déposa une motion dont voici l'essentiel:

... Le Congrès, en accord avec le programme élaboré par la C.G.T., reconnait qu'il est possible actuellement d'améliorer les conditions d'existence des masses ouvrières en préconisant des mesures susceptibles de ranimer la vie économique.

Toutefois, le Congrès ne saurait admettre que ces mesures ne visent uniquement qu'à infuser de nouvelles forces à l'économie capitaliste en lui assurant la pleine liberté d'exploitation de nouveaux débouchés.

Le Congrès, sans nier la nécessité pour les prolétariats évolués de venir en aide aux populations économiquement infériorisées, affirme cependant que cette œuvre ne peut être civilisatrice qu'autant qu'elle sera exécutée sous le contrôle étroit des organisations ouvrières.

Dans les conditions actuelles du mouvement ouvrier, ne possédant pas de positions solidement acquises dans l'économie capitaliste (Syndicalisme de masse et d'action, Conseils d'entreprises, Contrôle des grandes Congrégations économiques, etc...) le développement des populations économiquement arriériées ne saurait être qu'une main-mise du capital financier, et une surexploitation du type colonial.

Pour ces raisons, le Congrès, considérant que la C.G.T. ne peut, sous peine de déchoir, se faire délibérément le complice d'une telle duperie, repousse les conclusions économiques du programme et plus particulièrement la partie concernant le Plan dit « Delaisi ».

Le camarade Boise, délégué de *Jeumont*, le grand centre de production électrique de la frontière belge, intervint dans le même sens que Delsol. Il s'éleva contre la politique de la « présence », et réclama une action plus énergique de la C.G.T., montrant en exemple le mouvement des mineurs du Borinage qui n'hésitèrent pas à entrer en lutte en passant pardessus la tête de leurs chefs.

Les votes

Quant au bureau fédéral, il se contenta, par la voix de Biot, de déclarer que le Congrès, en tant que Congrès fédéral, n'avait qu'à s'occuper des questions spéciales à la corporation, le Congrès confédéral étant, d'après lui, seul compétent pour délibérer sur la « présence » dans les organismes de Genève, ainsi que sur le plan Delaisi.

Au vote, le bureau fédéral se livra à une grossière habileté; il refusa qu'un vote distinct de celui sur le rapport moral eut lieu sur les résolutions du *Gaz de Banlieue;* voter pour celles-ci c'était voter contre le rapport moral. Dans ces conditions le *Gaz de Banlieue* fut seul à voter ses résolutions, plusieurs syndicats, qui autrement les auraient votées, n'ayant point voulu voter contre le rapport moral. Toutefois deux syndicats s'abstinrent: celui du *Gaz de Paris* (*employés*) et celui de *Jeumont*.

Mais la véritable moralité de ce Congrès doit se tirer des élections au Comité fédéral. Malgré sa position extrêmement nette, Delsol n'en fut pas moins élu — le dernier il est vrai — au Comité fédéral. Ce qui montre que pour connaître la pen-

sée profonde des délégués il ne faut point trop se fier aux votes dans lesquels la « question de confiance » est posée. Les anciennes grandes idées ne sont pas mortes; il suffit de se mettre sérieusement à la tâche pour les réveiller; le syndicalisme révolutionnaire renaîtra. LE GAZIER.

RICHE EN ILLUSIONS !

Une visite au B. I. T.

Sous ce titre, les camarades autonomes du Rhône publient dans l'*Effort* l'impression que leur a faite le palais de Genève. Comme la plupart de nos camarades ignorent celui-ci, il n'est peut-être pas inutile de le leur faire connaître: « Montre-moi où tu loges, je te dirai qui tu es ! »

Faisant partie d'une délégation de la Bourse du Travail, nous sommes allés à Genève visiter le bureau international du travail plus connu sous le titre de B. I. T.

Sur la route de Lausanne, dans un parc magnifique s'étendant jusqu'au lac se dresse les bâtiments du B. I. T. construits récemment. Ils ont été élevés pour contenir 370 fonctionnaires. Or l'effectif du bureau atteint aujourd'hui 400 personnes, non compris une vingtaine de temporaires et de stagiaires. Nécessairement, il faudra agrandir les locaux.

Voici l'entrée: Deux statues, la paix et la justice (don du gouvernement Suisse) ornent le perron qui conduit dans un vaste antichambre où se trouve au milieu un escalier monumental. Voici la salle des conférences dont les riches boiseries ont été fournies par l'Angleterre; de superbes tapisseries des Gobelins, don de la France, ornent les murs. Le tapis que nous foulons vient de la Grèce et ces magnifiques vases ont été offerts par le Japon.

En sortant de cette salle nous montons les escaliers. Voici les vitraux dont l'Allemagne a paré les fenêtres; sur un mur une peinture sainte constitue le tribut de la confédération générale des travailleurs chrétiens. Le mur de face attend le cadeau qui l'ornera; espérons que ce sera celui de notre C.G.T. française: cela lui revient de droit. Au premier étage voici la bibliothèque, avec ses 200.000 volumes; une riche lustrerie offerte par la Tchécoslovaquie. C'est ici que les fonctionnaires viennent, en s'isolant, se documenter. Nous visitons d'autres salles et sortons du palais par une porte donnant sur les pelouses arrières et dont la vue s'étend sur le lac de Genève. Nos cicérones, Dubreuil, auteur du livre Standards et un ancien secrétaire de la fédération des cheminots, nous expliquent, en une courte causerie, l'œuvre et le but du B. I. T.

...Un budget de 8.860.011 francs suisses rénumère ce travail monstre au point de vue paperasserie, puisque l'on peut compter par milliers les rapports, les publications émanant de Genève.

...Pour nous, autonomes, notre opinion n'a pas changé. Après cette visite, nous constatons seulement que le B. I. T. est riche en œuvres d'art, en documentation et peut-être en illusions.

EN PASSANT...

La fédération confédérée des mineurs contre la démocratie ouvrière

Le congrès de la Fédération confédérée des mineurs, qui s'est tenu fin septembre à Decazeville, a discuté d'un projet de loi S.F.I.O. instituant, pour la «surface», des délégués mineurs comme il en existe pour le « fond ».

Les délégués mineurs du « fond » sont élus; tous les mineurs votent, sauf toutefois les étrangers.

Eh bien ! cette sorte de « suffrage universel » ne vaut plus rien; les congressistes confédérés voudraient que les futurs délégués de la « surface » fussent « désignés par *le ministre du travail* et choisis par lui sur une liste de candidats ayant des connaissances techniques, dressée par l'organisation syndicale la plus représentative ».

Parmi les congressistes partisans de cette singulière démocratie syndicale, on trouve, non sans surprise, le camarade Kléber Legay.

Il paraît qu'au « suffrage universel », « ce sont trop souvent les braillards, les professeurs de calomnies qui l'emportent, alors que leur incapacité professionnelle est notoire ». Chanson connue !

S'il vous arrive, camarades mineurs confédérés, d'être battus par les communistes aux élections de délégués, n'imitez pas les bourgeois, n'incriminez pas le système électoral. Demandez-vous plutôt si vos capitulations successives ne sont pas à l'origine du mécontentement des mineurs.

Indépendante des partis!

La Fédération Syndicale Internationale est indépendante des partis politiques. Tout au moins elle le déclare. Mais cela n'empêche que Fimmen a été mis en demeure de quitter le parti Socialiste Indépendant de Hollande, le nouveau parti constitué par l'ancienne gauche du parti Social-Démocrate hollandais, s'il voulait conserver ses fonctions de secrétaire de la Fédération Internationale des Transports. Voila comment on pratique, à Amsterdam, la neutralité syndicale !

Jeu de dupes

Aux élections municipales de Sofia, le 25 septembre, les communistes ont obtenu, *suivant le système électoral en vigueur*, un nombre de mandats leur assurant la majorité au Conseil.

Or un télégramme, émanant de la capitale bulgare, déclare que « le nombre de mandats communistes ne correspond pas au rapport réel des forces des partis, de sorte que le nouveau Conseil municipal n'assumera pas l'administration de Sofia ».

Comme c'est simple !

Un parti révolutionnaire obtient-il la majorité suivant le système imaginé par la bourgeoisie elle-même ? Celle-ci déclare aussitôt que ledit système ne vaut plus rien; d'un trait de plume elle biffe les résultats qui lui déplaisent.

Candidat sénateur !

« Je ne serai pas candidat aux élections législatives en 1932 » avait spontanément écrit Georges Dumoulin.

Dumoulin fut cependant candidat, mais, hélas ! non élu. La veste de 1932 vint s'ajouter à celles de 1928 et de 1924.

Or, voici qu'aux élections sénatoriales du 16 octobre, la Fédération S.F.I.O. du Nord présente, pour l'arrondissement de Valenciennes, qui ?... mais Georges Dumoulin, « journaliste ». Dumoulin candidat sénateur !

Oui, décidément, l'indépendance du syndicalisme passe par un autre chemin.

Calomniez ! calomniez !...

Dans *Monde*, Henri Barbusse a vigoureusement dénoncé une ignominie de *Candide*, où les assistants au meeting de Bullier (compte rendu d'Amsterdam) avaient été assimilés aux « escarpes des bas-fonds ». Barbusse a eu raison.

Signalons à Barbusse une saleté du même ordre. Dans une brochure « Contre la provocation et l'espionnage », publiée par le Bureau d'éditions, on peut lire, page 31:

« Très fréquemment, les groupes qui se sont détachés du Parti communiste fournissent à la police *un contingent d'informateurs et de provocateurs*, qui travaillent à la décomposition du Parti communiste. *En France, par exemple, ce rôle revient aux « minoritaires » du mouvement syndical révolutionnaire* ».

Les pseudo-communistes se plaignent des calomnies que commettent à leur égard la bourgeoisie et certains militants confédérés. Mais elles ne sont rien à côté de celles que ces jésuites-nés ne cessent de prodiguer à l'égard des partisans de l'indépendance du syndicalisme.

Il est vrai qu'il leur est plus commode de nous injurier et de nous calomnier que de se débarrasser des vrais « informateurs » et « provocateurs » qui pullulent dans leurs rangs.

UN COCHON DE PAYANT.

« L'attaque imminente » contre l'U.R.S.S.

(suite)

Moscou 9 août. — Les ministres intéressés ont échangé les instruments de ratification concernant le pacte de non agression et la convention de conciliation conclus entre l'U.R.S.S. et la Finlande, et qui entrent en vigueur aujourd'hui.

(*Tass*).

Le Département des crédits à l'exportation garantis par le gouvernement britannique a été autorisé à porter la durée des crédits octroyés à la Russie de 12 à 18 mois.

(*Information*, 13 septembre).

Le correspondant du « Times » à Tokio annonce la conclusion d'un accord comportant la fourniture au JAPON d'importantes quantités de pétrole russe. Elles seront expédiées par le port de Batoum et transportées par les pétroliers soviétiques.

(*Information*, 21 septembre).

Le pacifisme au-dessus des classes?

Nous avons reçu l'article suivant :

Le « pacifisme » est certainement la chose du monde la plus décevante, sauf parfois du point de vue comique, comme on l'a si bien pu voir dans la déclaration envoyée au Congrès d'Amsterdam par Victor Basch, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme. « Nous sommes, disait en substance ce document, pour le désarmement, — pourvu qu'il soit commun à tous les pays; et même pour le refus du service militaire, — pourvu qu'il soit généralisé ». Autant dire que le pacifisme se définit par l'amour de la paix, pourvu qu'il n'y ait pas la guerre.

Mais si le pacifisme verbal est chose décevante, pleine, comme eût dit Montaigne, « d'inanité et de fadèze », la crainte du pacifisme, si l'on en fait un absolu, peut à son tour se montrer grosse des plus graves périls.

C'est ainsi qu'entraîné sans doute par le louable souci de s'opposer au confusionisme, Louzon publiait ici même, le 25 *août, un article intitulé « Le pacifisme au-dessus des classes ? », dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il a dû laisser rêveur plus d'un sincère ennemi de ce massacre légal* ad majorem molochi gloriam *par quoi se définit la guerre.*

Pardon... J'oubliais que Louzon a jugé opportun de chanter les louanges de cette dernière. Ou tout au moins de nous montrer que la paix ne vaut pas chipette. « Qu'est-ce, demande-t-il, concrètement, que la paix ? » Et de poser en fait que la paix, aujourd'hui, c'est le maintien à perpétuité des avantages des vainqueurs.

D'accord. Aussi lorsque Louzon demande également: «Etes-vous pour cette paix ? », répondrons-nous sans hésiter: évidemment pas.

Mais nous lui demandons à notre tour: « Qu'est-ce, concrètement, que la guerre ? — sinon le massacre des prolétaires par les prolétaires, pour le plus grand profit des Schneider, Krupp et autres philanthropes? »

Nous ne ferons pas à Louzon l'injure de lui demander aussi: « Etes-vous pour cette guerre ? », car il est bien évident qu'il voudrait se persuader que la guerre prochaine aura, pour reprendre ses propres termes, « un caractère social ». Selon lui, nous commettrions l'erreur de nous laisser hypnotiser par les guerres purement mercantiles du 19e siècle, alors que tant d'autres conflits sont, paraît-il, possibles. Et Louzon de nous ramener jusqu'au Ve siècle avant notre ère, pour évoquer les temps heureux où les esclaves d'Athènes et de Lacédémone se demandaient chaque jour s'ils seraient asservis à des vainqueurs ou à des vaincus. Car lorsque Louzon publie cette phrase surprenante: « En de telles guerres, resteriez-vous au-dessus de la mêlée ? », *il oublie qu'écrivant dans une revue prolétarienne, c'est aux esclaves qu'il s'adresse, et que ceux-ci, à moins d'être cuisinés par la propagande de leurs maîtres ou égarés par l' « anti-pacifisme » de leurs théoriciens, ne sauraient répondre autrement que par ces paroles peu décoratives, mais sincères: « La mêlée, nous, on s'en fout ».*

Oui, je sais, il y a la fameuse méthode de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Et nul ne saurait prétendre que ce n'est point là une formule excellente, — une fois la guerre déchaînée. Mais si l'on veut faire de cette formule la seule et exclusive solution révolutionnaire du problème de la guerre, alors soyons tout à fait logiques. Préparons nous-mêmes la guerre de toutes nos forces, votons les crédits militaires, adoptons la loi Paul-Boncour, obligeons enfin nos gouvernements à déclarer la guerre aux Soviets. Que, des œuvres de la guerre, naisse enfin une révolution qui soit l'enfant légitime des munitionnaires.

Ce beau raisonnement, — j'en suis désolé, — est pourtant la conséquence rigoureuse de l' « anti-pacifisme » tel que Louzon semble le concevoir. Nous lisons en effet sous sa signature: « La guerre considérée comme un mal en soi... me semble l'une des choses les plus dangereuses ». Oui, vraiment, il s'est trouvé, en 1932, quatorze ans à peine après les années de honte de la dernière glorieuse, un révolutionnaire sincère pour écrire pareille phrase. Ce serait vraiment à devenir, et pour de bon, anti-pacifiste.

Mais ne voyez-vous pas que la chose la plus dangereuse, c'est cette acceptation, en vous, d'une certaine guerre, ce terrible « si elle est sociale » qui vous la fait appeler de vos vœux ? Nous devrions pourtant, depuis 14, être payés pour savoir que c'est avec ces « si »-là qu'on prépare et qu'on justifie les plus criminelles compromissions. A la prochaine, Louzon, seriez vous donc de ceux qui, transposant en français le vers cinglant du satirique allemand Theobald Tiger, diront encore aux « boulots »:

Citoyens, cette fois, ça n'est pas la mêm' chose.

Et tout cela parce que quelques intellectuels « bourgeois » auront été conviés, à Amsterdam, à discuter en commun avec les ouvriers des moyens de lutter efficacement contre la guerre ? Comme le disait Brupbacher, dans une réunion tenue à Zurich après le Congrès: « Aujourd'hui, il y a des bourgeois que leur haine de la guerre rend infiniment plus révolutionnaires que certains aristocrates ouvriers ».

Si ces « bourgeois » travaillent efficacement avec les masses à lutter contre la loi sanglante de l'impérialisme, croyez, au contraire, qu'ils auront fait œuvre vraiment utile. A moins, — mais non, n'est-ce pas ? — que vous ne traitiez aussi de « marécage démocratique » et de « Marseillaise de la paix » l'immortelle maxime du manifeste communiste: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

J.-P. SAMSON.

Cet article ne contenant pas grand chose d'autre que ce qui a déjà été écrit ici, je crois inutile d'y répondre. Je ferais seulement remarquer que prétendre que je traiterais de « marécage démocratique » le « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », alors que tous mes articles ont pour but de réclamer une politique unique de tous les prolétaires à l'égard de chaque guerre quel que soit le pays auquels ils appartiennent, c'est vraiment un peu fort de café... à moins que ce ne soit pure littérature !

R. L.

NOUS AVONS REÇU :

LAURAT: *Economie planée contre économie enchaînée* (Valois).

Comment faire pour réaliser, dans chacun des pays d'Occident, une économie socialiste nationale: pour faire, dans tous les pays, le « socialisme dans un seul pays » ? Et comment faire pour le réaliser avec un minimum de souffrance, pour faire l'économie du communisme de guerre et débuter par la nep ? — L'auteur conclut par un appel à l'étude... Attention à l'Utopie !

A travers les Livres

V. Griffuelhes : LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE.

La *Brochure Mensuelle* (Bidault, 39, rue de Bretagne, Paris) a réédité cette brochure écrite en 1909. Et s'il faut vous prouver qu'elle est toujours actuelle, détachons-en ces quelques lignes:

Le parti socialiste réclame la paternité de l'action sociale, alors qu'il n'en est que le filleul; on serait en droit de dire qu'il en fut le falsificateur... Le mouvement ouvrier est le mineur, l'adolescent, le parti est le majeur, l'adulte; celui-ci aurait pour rôle d'apprendre au syndicalisme à se mouvoir, guidant ses pas, surveillant, protégeant sa marche... Le syndicat est l'organe qui balbutie les aspirations des ouvriers, c'est le parti qui les formule, les traduit et les défend...

Et celles-ci:

La classe ouvrière ne devant rien attendre de ses dirigeants et de ses maîtres, niant leur droit de gouverner, poursuivant la fin de leur règne et de leur domination s'organise, se groupe, se donne des associations, fixe les conditions de leur développement et par elles, étudie, réfléchit, travaille à préparer et à établir la somme des garanties et des droits à conquérir, puis, arrête les moyens d'assurer cette conquête, en les empruntant au milieu social, en utilisant les modes d'activité que ce milieu social porte en lui, en rejetant tout ce qui tend à faire du travailleur un asservi et un gouverné, en restant toujours le maître de ses actes et de ses actions et l'arbitre de ses destinées.

Léon Trotsky : LA RÉVOLUTION PERMANENTE (Rieder).

« *Au moment où je publie cet ouvrage en français, je me résigne d'avance à être accusé de dogmatisme, de casuistique, d'une prédilection pour l'exègèse des vieux textes, et surtout, d'un certain manque de « clarté ».*

On ne saurait mieux dire. Il est vrai que Trotsky ajoute à destination de ses critiques, la flèche suivante:

Hélas! dans l'aversion que l'on éprouve pour la dialectique matérialiste, aversion si coutumière dans les milieux de « gauche » français, y compris, bien entendu, les rangs socialistes, se décèle uniquement une certaine mentalité officielle, un esprit conservateur qui a de profondes racines dans l'histoire de la bourgeoisie française.

Mais est-ce être conservateur que constater que Trotsky ne donne qu'à la page 207 un exposé précis de la conception de la Révolution Permanente dont il a discuté pendant les 206 pages précédentes à coups de citations et d'interprétations ? Est-ce être conservateur que constater que Trotsky a placé en tête de son livre une *Préface à l'Edition Française* (24 pages) qui précède une *Introduction* (27 pages) et que le premier chapitre s'intitule encore: *le caractère forcé et le but de cet ouvrage*. Trotsky tient absolument à ce que nous sachions absolument quand, comment et pourquoi il travaille. Quand un homme de lettres exhibe ainsi sa personnalité les prolétaires ne manquent point de le railler. Ils ne deviennent point pour cela des conservateurs.

Malgré les défauts justement dénoncés par Trotsky, l'œuvre est intéressante. La théorie de la Révolution Permanente peut se résumer ainsi: Un parti révolutionnaire paysan ne peut exister. C'est le prolétariat qui, prenant la tête de la nation opprimée et, avant tout, des masses paysannes peut accomplir la révolution démocratique qui, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste, devenant ainsi une révolution *permanente*. Un autre caractère de la révolution permanente, c'est qu'après avoir débuté dans le cadre national, elle se développe sur le plan international; la théorie du socialisme dans un seul pays qui s'oppose à cet aspect de la révolution permanente « *mène inévitablement au messianisme national, c'est-à-dire à la reconnaissance d'avantages et de particularités spéciales à un pays, qui lui permettent de jouer un rôle auquel les autres ne sauraient s'élever* ».

Toute la fin de l'œuvre est consacrée à montrer l'importance et la justesse de ces conceptions en Chine et en Espagne. Elle est écrite en une langue facile et est certainement pleine d'intérêt. Mais sans cesse on y retrouve le souci d'édifier un *bon parti du prolétariat*, comme si la construction d'un bon parti devait être le résultat d'une conception délibérée et non essentiellement le produit de la lutte révolutionnaire elle-même.

Jean Prévost : HISTOIRE DE FRANCE DEPUIS LA GUERRE (Rieder).

Résumé correct et complet des faits. M. Jean Prévost en particulier n'a pas oublié la part qui revient aux organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière; les scissions politiques et syndicales y sont rapportées. La scission syndicale sans doute y est-elle l'objet d'un jugement quelque peu sommaire. « *Il* (le parti communiste) *s'occupa aussitôt de créer une scission analogue dans la Confédération générale du Travail* ». C'est oublier la part de responsabilités qui incombe aux réformistes du groupe Jouhaux — mais, à la lumière des faits qui se sont déroulés toutes ces années récentes, on ne peut pas dire que cette façon de présenter les événements soit fausse: si dans le parti communiste, le verbiage a souvent été et est demeuré pro-unitaire, les actes ont quasi toujours été sectaires.

Aussi n'est-ce point sur des détails de cette nature que nous chicanerons l'auteur. A notre avis, l'œuvre tout entière manque de perspectives. Dès l'abord, il apparaît que le problème est mal posé; la première partie est pourvue du titre suivant: *L'esprit de victoire. Ses espérances. Son échec* (1918-1924). L'histoire de France n'est pas celle des vicissitudes de l'*esprit* de victoire ! Elle est conditionnée par des réalités autrement tangibles: déchéance, relative, de l'agriculture, de l'artisanat, du bas de laine national et du portefeuille des prêts à l'étranger, d'une part, — possibilités métallurgiques importantes d'autre part, mais possibilités limitées par l'absence de coke en quantité suffisante. Recherche du coke qui explique un jour la Rühr — et Locarno, plus tard... Ne disons pas que ces considérations sont absentes du livre de M. Jean Prévost: on les y retrouve, mais elles n'y jouent point le rôle de moteur. Et alors, les événements arrivent un peu comme ils peuvent.

Les gens qui écrivent sur la « chose publique » voudront-ils bien entendre un jour, que les événements publics, aujourd'hui plus que jamais, sont la résultante de forces matérielles divergentes et qu'on ne peut tracer vraiment cette résultante qu'après un dosage — difficile sans doute — des forces économiques qui sont en action ?

Joseph Jolinon : DAME DE LYON (Rieder).

A quarante ans bien sonnés, Madame Alice Debeaudremont s'aperçoit tout à coup que Maître Debeaudremont, son mari, lui a, avec une inexorable politesse, volé sa vie. Donc elle « se réalise ». Naturellement, par l'adultère.

Sujet pas très neuf sans doute mais rafraîchi avec bonheur par le rôle qu'y jouent l'amie, la bonne, le fils et le football. Surtout, Jolinon ne se borne pas à être le peintre d'un cas psychologique et même physiologique, il situe solidement la comédie conjugale dans le cadre de la bourgeoisie lyonnaise, bourgeoisie ladre, contenue, hypocrite, triste de chair et d'âme, bourgeoisie angoissée devant ses affaires en marasme et qui pourtant se guinde, refusant d'envisager sa perte et de sonder courageusement le gouffre qui s'ouvre devant elle — et devant nous.

Dame de Lyon va rythmiquement son chemin dans une langue palpable, sensuelle, païenne que Jolinon a dû élaborer au Stade et qui demeure le principal charme de ses œuvres charnues.

B. GIAUFFRET.

FAITS & DOCUMENTS

Les Collèges ouvriers de la C. G. T. A plusieurs reprises, la R. P., notamment par les études de Giauffret, a attiré l'attention sur les institutions ouvrières d'enseignement existant à l'étranger. En France, il n'existait, jusqu'ici, rien de semblable. La C.G.T. va combler cette lacune. C'est une excellente idée. Formons le vœu seulement que l'enseignement soit donné sur la base des vérités formulées par la critique révolutionnaire au cours des cent dernières années, et non sur celle des lamentables lieux communs qui tiennent lieu de « science » pour notre bourgeoisie décadente. Voici le détail de l'organisation :

A partir de novembre 1932 commenceront à fonctionner les cours d'enseignement syndicalistes organisés et dirigés par la Confédération Générale du Travail, en application de la décision du Congrès Confédéral de Japy (septembre 1931) :

1° L'INSTITUT SUPERIEUR OUVRIER (*Enseignement supérieur*).

2° LES COLLÈGES DU TRAVAIL (*Enseignement moyen*).

L'enseignement de l'Institut Supérieur Ouvrier est donné 211, rue Lafayette, tous les soirs de 20 à 22 heures.

L'enseignement des Collèges du Travail est donné par correspondance. Il comprend deux degrés : *a*) degré élémentaire ; *b*) degré avancé.

Admission des Elèves

L'enseignement est ouvert à tous les syndiqués confédérés. Par exception peuvent être admis les non syndicables dont la candidature est présentée par une organisation syndicale confédérée.

Ne peuvent être admis aux cours supérieurs de l'Institut Supérieur Ouvrier que les élèves (des deux sexes) âgés de 18 ans au moins et possédant une instruction générale suffisante.

Pour être admis aux cours par correspondance des Collèges du Travail, les connaissances exigées sont celles du C.E.P. L'admission, soit au degré élémentaire, soit au degré avancé se fera, dans chaque cas, suivant les connaissances constatées.

Rétributions Scolaires

I. — *Institut Supérieur Ouvrier.* — Chaque cours comporte 30 séances.

Rétribution à acquitter : Pour un cours, 10 francs ; Pour les 6 cours, 50 francs.

II. — *Collèges du Travail.* — Les prix sont établis d'après le prix de revient strict, sans bénéfice. Tous les cours n'étant pas prêts au moment où paraît ce tract, nous ne pouvons que donner quelques indications qui seront précisées en temps opportun pour les participants.

Un cours de 20 leçons comportant la correction de 20 devoirs coûtera environ 80 francs.

Un cours de 20 leçons ne comportant pas de corrections coûtera environ 30 francs.

Bourses d'Études

Il peut être attribué des bourses, soit pour l'I. S. O., soit pour les Collèges du Travail.

La bourse comprend soit le paiement des droits, soit (dans le cas de l'I. S. O.) une indemnité destinée à pourvoir à la vie matérielle de l'étudiant, au cas où les études qu'il fait sont assez complètes et absorbantes pour être incompatibles avec l'accomplissement d'un travail salarié.

Plans d'Etudes — Indications Generales

Les *études par correspondance* (*Collèges du Travail*) peuvent se commencer à une époque quelconque de l'année. Chaque cours est divisé en leçons. Chaque leçon correspond, en principe, à l'effort d'une semaine. Mais la cadence peut être soit accélérée, soit plutôt ralentie suivant le degré et suivant les loisirs de chacun. De même, l'étudiant choisira d'abord quelques-uns seulement des cours ouverts : surtout le cours de français, indispensable à tous, les cours fondamentaux d'histoire et de géographie. Il remettra à un peu plus tard les cours d'économie ou de biologie ou de philosophie dont la compréhension véritable exige un faisceau solide de connaissances antérieures.

Nous attirons l'attention sur la manière dont fonctionnera le système des corrections. A chaque étudiant sera affecté un correcteur, toujours le même. Ainsi sera établi un échange quasi hebdomadaire de correspondances, de demandes et de données de conseils, de suggestions. Le correcteur sera, naturellement, un professeur confédéré, et l'enseignement — malgré les distances (que nous nous efforcerons de réduire) — pourra être très vivant. D'autre part, il sera établi en quelque sorte *sur mesure*. C'est le principal avantage du mode d'enseignement par correspondance.

Pour l'*Institut Supérieur Ouvrier*, les choses se présentent sous un aspect un peu différent. L'enseignement dont la méthode a été définie antérieurement, s'adresse à des jeunes gens d'instruction déjà égale à celle que confèreront les Collèges du Travail. L'enseignement aura un caractère spécialisé, comme il convient dans un enseignement supérieur.

PROGRAMME SOMMAIRE DES COURS

a) Institut Supérieur Ouvrier

I. — Histoire économique.

L'Antiquité. Economie méditerranéenne. Esclavage, Christianisme.

Le Moyen-Age. L'apparition de la bourgeoisie.

L'Epoque Moderne. L'économie internationale. Les manufactures. Le colonialisme. La révolution industrielle.

II. — Géographie économique.

Conditions naturelles. Les matières premières. L'agriculture. L'industrie. Les zones de peuplement.

Commerce et transports.

Les grandes nations impérialistes.

III. — Organisation ouvrière et patronale.

Etude sommaire de l'organisation ouvrière avant 1884.

Etude monographique de l'organisation syndicale actuelle en France et dans le Monde.

Les autres formes politiques et économiques de l'organisation (Partis Socialistes, coopération, mutualité).

Organisations patronales. L'appareil technique du capitalisme : Banques, Comités, Trusts, Cartels, Conzern.

IV. — Etudes juridiques et économiques.

Droit civil, droit international. Notions de droit administratif et commercial.

Législation financière. Législation industrielle. Législation sociale.

Economie. Doctrines économiques.

V. — Histoire scientifique et technique de la production.

Histoire générale des sciences pures et de leurs rapports avec les applications technologiques.

Les conditions techniques de la production moderne. Sources d'énergie. Industries extractives. Industries chimiques et métallurgiques. Industries textiles et agricoles.

La mécanisation et la rationalisation.

V. — Philosophie. Arts et littérature.

b) Collèges du Travail

1. Français. Grammaire et rédaction. Cours élémentaire.
2. Français cours avancé.
3. Mathématiques : Algèbre, Géométrie et Trigonométrie.
4. Histoire économique.
5. Géographie économique.
6. Mouvement ouvrier.
7. Droit usuel.
8. Economie.

ENTRE NOUS

POUR LA R. P. A 20 PAGES : 200 ABONNÉS NOUVEAUX !

L'an dernier, à pareille époque, la Révolution Prolétarienne *mettait ses lecteurs et amis au courant des difficultés financières qui l'assaillaient et demandait leur appui. Cet appui ne lui a point manqué et sans attendre le bilan détaillé qu'apporteront les administrateurs à la fin de l'année, nous pouvons résumer ainsi l'étape parcourue :*

Régularité de la parution ;
Retour à la parution bi-mensuelle ;
Publication de numéros illustrés ;
Allègement du poids de nos dettes ;
Augmentation continue, mais lente, du nombre des abonnés.

Devons-nous nous tenir pour satisfaits ?

Non. La Révolution Prolétarienne *n'est pas la revue qu'elle doit être. Elle étouffe dans 16 pages. Pas de numéro où il ne faille rogner des articles, laisser des lettres intéressantes de côté ; les rubriques habituelles chôment souvent, celles qu'il faudrait créer ne s'ouvrent pas ; le mouvement syndical français n'a pas la place qu'il mérite. Il faudrait au moins 4 pages supplémentaires par numéro, comme c'est le cas exceptionnellement pour celui-ci.*

Nous pouvons vous les donner — si vous les voulez. Pour cela, il nous faut 200 abonnés de plus.

Tous les camarades au courant des choses de l'imprimerie savent qu'augmenter le tirage d'une publication est le seul moyen de l'améliorer sans élever le prix de l'abonnement.

Ces 200 futurs abonnés où sont-ils ?

Il y a d'abord ce copain qui est avant tout un syndicaliste, mais il y a aussi ce socialiste de gauche qui, avec son instinct de révolutionnaire renâcle devant les abandons de la social-démocratie allemande ou espagnole, ce communiste indépendant qui après avoir crié « tout le pouvoir aux Soviets » s'étonne de le voir aux mains d'une bureaucratie suspecte ; il y a encore ce sans-parti curieux, chercheur qui n'aime point les pilules toutes faites et veut comprendre et raisonner sa foi, il y a même cet « intellectuel » inquiet qui recherche les bases d'un ordre nouveau et ce partisan à qui sa carte d'un parti n'a pas enlevé le goût d'horizons différents... Tous ceux-là ont sans doute leurs réserves à faire sur tel article ou telle conception. Mais demandons-nous des suiveurs pour leur servir toute cuite une manne venue du ciel ? Nous demandons des camarades pour travailler ensemble à comprendre le mouvement du prolétariat et le servir.

Comment nous les amener

1° *La propagande directe : causer de la* R. P., *montrer la* R. P., *solliciter des abonnements à la* R. P. *demeure la plus efficace ; nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils fassent cet effort ;*

2° *Lorsque cette propagande directe n'est pas possible, cherchez dans votre corporation, dans votre ville le nom et l'adresse de quelques camarades susceptibles de s'abonner et adressez une liste de ces possibles à l'administrateur qui leur enverra des spécimens et une circulaire ;*

3° *Nombre de nos lecteurs sont de dévoués souscripteurs ; nous leur devons d'avoir diminué le poids de notre dette — mais pourquoi ne pas joindre à la souscription — qui continue jusqu'à extinction de nos dettes — le nom de deux camarades bien choisis qui deviendront ainsi des abonnés d'office. Disons-le fermement à nos amis : l'argent que vous envoyez à la revue est perdu si nous ne développons pas notre influence.*

Concours sans prix

*200 abonnés ! Savez-vous que c'est 2 par département ! A partir de novembre, l'*Entre Nous *donnera le nombre d'abonnés nouveaux par département. Quels seront les départements qui tiendront la tête du classement ? Où seront nos meilleurs abonneurs...*

Amis, le concours est ouvert.

Concours sans prix. La Révolution Prolétarienne, *œuvre totalement désintéressée, n'offre à ses abonneurs aucune récompense : pas de livres, pas de phonos, pas de ristournes, pas même une citation... Rien autre que la satisfaction d'avoir une revue mieux faite, plus complète, plus utile.*

Tout de suite

Que tous ceux qui veulent voir grandir une presse ouvrière honnête, exempte des facilités démagogiques, apportent leur effort tout de suite : *ce n'est pas dans deux ans qu'il nous faut les 20 pages, c'est aujourd'hui. Il dépend de vous tous, camarades, que les administrateurs puissent, le 10 janvier 1933, vous apporter le plus beau bilan que la* Révolution Prolétarienne *ait jamais connu.*

LA R. P.

Voir les conditions d'abonnement à la 2e page de la couverture. Pour les anciens abonnés du Cri, *un abonnement de 3 mois donne droit à 6 mois, et un abonnement de 6 mois à un an.*

* * *

« LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME »

Une rubrique n'a pas pas eu, durant cette année, toute l'importance qu'elle méritait : c'est celle de la Renaissance du Syndicalisme. *Il faut que cette situation prenne fin.*

Chambelland, auquel l'effort considérable qu'il avait fourni pour le Cri du Peuple, *avait imposé quelques mois de repos, a repris maintenant du poil de la bête, et dès le numéro prochain, il donnera régulièrement une* Quinzaine syndicale.

Cependant cela, à soi seul, ne suffirait pas, si tous nos camarades ne collaboraient pas activement à cette rubrique, en nous faisant part de tout fait intéressant qui s'est passé au sein de leur syndicat : congrès, revendications, controverses... S'ils ne veulent pas faire un article, qu'au moins ils nous écrivent ou nous envoient une coupure de journal. C'est à cette condition seulement que nous pourrons remplir notre tâche, qui est avant tout d'être le lien entre tous les syndicalistes révolutionnaires, à quelque syndicat ou quelque corporation qu'ils appartiennent. Que nos abonnés n'oublient pas qu'ils sont des militants, et qu'à ce titre, en même temps que nos abonnés ils doivent se faire nos collaborateurs.

* * *

SOUSCRIPTIONS

Lemoine (Alger), 5 ; Lagrange (S.-et-O.), 5 ; A. Pelletier (Paris), 5 ; un instituteur confédéré du Finistère, 10 ; Fontaine (Rhône), 5 ; Versaure (S.-et-O.), 10 fr.

Total : 40 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Peynaud, 100 ; Marzet, 50. Total : 150 francs.

D'autre part nous avons reçu de Guilbot 5 *francs pour la souscription* Tom Mooney, *ce qui arrête définitivement le total général de celle-ci à la somme de* 1.382 *fr.* 55.

Nous avons reçu également 15 *fr. de* Madeleine Neplaz *pour la souscription des Jeunes Gardes socialistes belges, en faveur des soldats qui ont refusé l'obéissance.*



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.